l'unité

M 2805 - N° 392 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 26 septembre 1980

Raison d'Etat et lettre de cachet

PAR JEAN-LOUP REVERIER

LE rebondissement de l'affaire Bokassa apporte certaines confirmations. Il amène aussi à poser plusieurs questions. Certes, nul ne doute que l'ex-empereur ait quelque motif de vouloir se venger du président de la République. Souverain d'un Etat prétendument indépendant, il avait pris son rôle suffisamment au sérieux pour oublier qu'il n'était qu'une marionnette. Un macabre pantin, au demeurant. Le Gepetto élyséen, qu'il appelait son « cher parent », n'en paraissait pas affecté outre mesure.

La sacre du monstre

Du moins tant que le vrai visage du tyran centrafricain resta dans l'ombre. Avec les massacres — notamment d'enfants — perpétrés à Bangui en janvier et avril 1979, sur ordre d'un Bokassa qui mania lui-même un gourdin assassin, l'ancienne colonie fut soudain placée sous le feu des projecteurs. Une certaine presse, plus soucieuse de complaire à l'Elysée que d'informer, nous livre aujourd'hui un « scoop » à retardement : l'homme qui vient de confirmer au « Canard enchaîné » ses largesses passées pour le président et sa famille fut, à la tête de son pays, un véritable monstre. A l'époque où il eût importé de le dénoncer, cette même presse se passionnait... pour les fastes d'un sacre sans intérêt. Retenons tout de même que Bokassa, comme nous le « dévoile » le « Figaro-Magazine », avait rempli la « piscine hollywoodienne » de son palais de crocodiles voraces auxquels il « offrait régulièrement en pature des condamnés, en dirigeant lui-même les exécutions ». Quel dommage que le groupe Hersant n'ait pas su cela à l'époque où Valéry Giscard d'Estaing allait, deux fois l'an, abattre sa demi-douzaine d'éléphants chez ce vieil ami qui n'avait rien à lui refuser !

Qui peut imaginer qu'à l'époque de l'idylle entre Paris et Bangui l'Elysée ignorait la nature sanguinaire du régime de Bokassa ? Pourtant l'Elysée et l'ensemble des membres du gouvernement se sont tus et ont tout couvert. Jusqu'au jour où, sous la pression d'une opinion française et internationale indignée par les révélations, l'Elysée a installé David Dacko à la place de Bokassa mis lui-même en résidence surveillée... à Abidjan.

Se drapant dans une discutable dignité, refusant de s'abaisser au niveau où la légèreté et l'imprudence — sinon l'intérêt — ont placé l'actualité, les radios et télévisions n'ont passé aucun extrait de la bande enregistrée lors du coup de fil de Bokassa au « Canard ». Un silence dicté par la raison d'Etat qui l'emporte, plus que jamais, sur les exigences de l'information. La discrétion, désormais habituelle en ce domaine, de « l'Humanité » a fait « écho » à ce silence. Faut-il accepter l'idée selon laquelle la boue éclabousserait non ceux qui la provoquent mais ceux qui la dénoncent ? A ce régime-là, Nixon n'aurait jamais payé le prix du Watergate. Il est vrai que nous sommes en France. Pays où, veut-on nous convaincre, l'opinion n'a que mépris pour les « affaires » qui fleurissent. N'est-ce pas implicitement assimiler ceux qui déplorent les égarements d'hommes au pouvoir et ceux, peu nombreux, qui s'en délectent ou cherchent à en tirer profit ?

Par-delà les étroites relations Giscard-Bokassa, aux antipodes des conceptions d'un de Gaulle en la matière, la servilité d'une certaine presse n'est pas seule en cause. L'arrestation et l'inculpation de Roger Delpey, devenu factotum de l'ex-empereur en exil, met une fois de plus en lumière le rôle dévolu à la Cour de Sûreté de l'Etat.

Ami et confident de Bokassa — comme lui ancien sous-officier de l'armée française —, convaincu de sa non-responsabilité dans les massacres de Bangui, Delpey avait entrepris d'obtenir la réhabilitation du souverain déchu. Pour y parvenir, les deux hommes avaient conçu une « opération revanche » à double détente. Delpey devait écrire un livre à l'aide des nombreux documents remis par Bokassa. Les confidences de « papa Bok » comme sa propre enquête, menée à Bangui au début de l'été 1979, devaient en compléter la matière. Déjà auteur de plusieurs ouvrages à la limite du témoignage historique et de l'énigme, Delpey a une plume qui lui a valu quelque succès. Avec « Soldats de la boue », en particulier, titre toujours d'actualité en un certain sens...

Delpey devait aussi mener une action juridico-diplomatique pour « rétablir la vérité » auprès des chefs d'Etat, notamment africains. Il allait enfin s'atacher à propager les accusations vengeresses d'un Bokassa réduit au silence. La publication par le « Canard enchaîné » de plusieurs documents sur les diamants offerts à Giscard et aux siens s'inscrivait dans ce plan. Le silence puis les pseudo-explications pleines de mépris du chef de l'Etat ont vite fait place à la contre-offensive. Le 10 mai dernier, Delpey était arrêté par les inspecteurs de la D.s.t. (Direction de la surveillance du territoire) à sa sortie de l'ambassade de Libye. Après six jours de garde à vue, il a été inculpé par Jean-Claude Thin, juge d'instruction à la Cour de Sûreté de l'Etat, en vertu de l'article 80 du Code pénal. Un article assez passe-partout qui permet de condamner de dix à vingt ans de réclusion criminelle celui qui « entretiendra avec les agents d'une puissance étrangère des intelligences de nature à nuire à la situation militaire ou diplomatique de la France ou à ses intérêts essentiels ». « De nature... » : voilà qui laisse place aux interprétations !

Cent quatre-vingt-sept documents

Cette inculpation a présenté « l'avantage » de contraindre à son tour Delpey au silence. De très nombreux documents ont été saisis à son domicile et placés sous scellés. Par contre, les cent quatre-vingt-sept documents dont Bokassa dit qu'ils seraient très compromettants pour Giscard n'ont pas été trouvés par la D.s.t. La curiosité manifestée à leur égard par les inspecteurs, lors des interrogatoires de Delpey, n'a pas été mieux satisfaite.

Depuis sa troisième entrevue avec le juge Thin, le 26 juin, Delpey n'a plus été entendu. Ses avocats, maîtres Roland Dumas et Christian Charrière-Bournazel, considèrent que son inculpation d'espionnage au profit de la Libye et son incarcération ne reposent sur rien. A les en croire, l'arrestation de leur client tiendrait de la lettre de cachet. Ils ont en vain demandé sa mise en liberté provisoire à plusieurs repri-

(suite en page 2)



Sygma

Etats-Unis Tout plutôt que Reagan !...

(page 6)

Irak-Iran : bras de fer sur le golfe

(page 8)

Attention un veau peut cacher un bœuf...

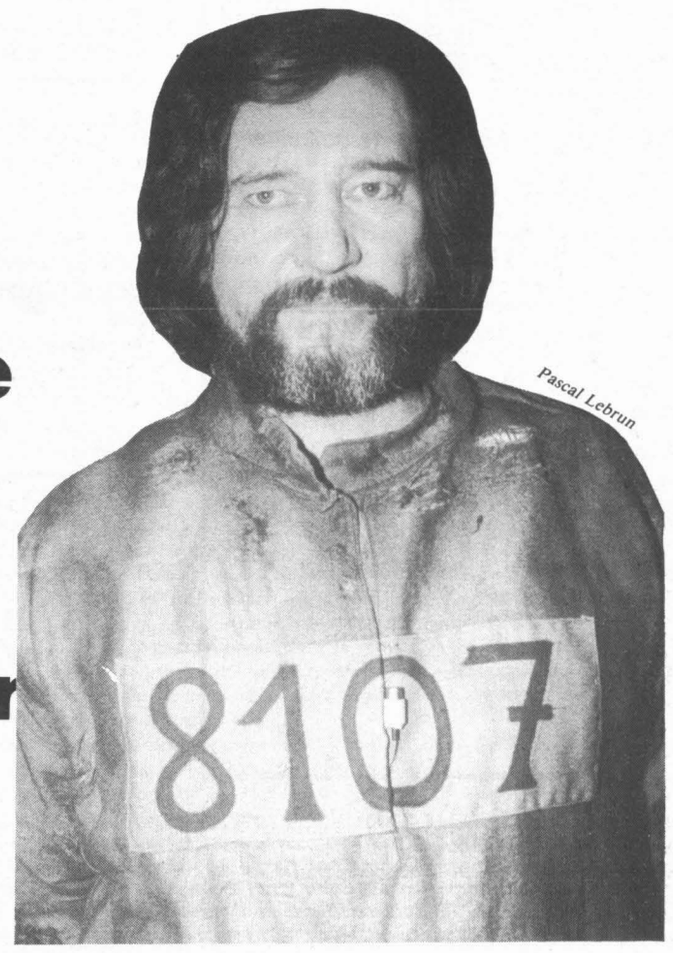
(page 10)

Ordinateur : la solution terminale...

(page 11)

Hugo, pour la gloire et pour le bonheur

(page 12)



Pascal Lebrun

Vous voulez que "l'Unité" vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ◯
- abonnement de six mois (120 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

éditorial

Pourquoi sont-ils si pressés ?

PAR CLAUDE ESTIER

IRONIE et scepticisme : c'est ainsi, à en croire « le Monde », qu'ont été accueillies les décisions du Comité directeur fixant le calendrier de la désignation du candidat socialiste aux élections présidentielles.

Accueillies par qui ? Par les commentateurs politiques qui voudraient, sans plus attendre, pouvoir se mettre ce candidat sous la dent ou sous la plume ? Réfléchissons un instant : peu de ces commentateurs sont favorables au Parti socialiste. Leur déception suffirait à prouver que le Comité directeur a été sage en renvoyant au plus tard possible l'achèvement du processus de désignation.

Cette décision a été prise dans une certaine confusion ? Concédons qu'il est plus simple de décider dans le secret d'un cabinet comme le font les partis de droite ou de créer le fait accompli comme on le pratique au Parti communiste. La démocratie n'a jamais été chose facile et c'est Pierre Mauroy qui soulignait lui-même dimanche que les débats au Parti socialiste sont un signe de bonne santé et ne l'ont jamais appauvri.

C'est sans doute parce que nous sommes le seul parti où les choses se passent ainsi que ceux qui nous observent sont parfois déroutés.

Certes, beaucoup de militants aimeraient aussi sortir de cette longue attente qui n'est pas sans inconvénients. Leur impatience est compréhensible, mais mesurent-ils bien l'immensité du piège dans lequel nous serions tombés si notre candidat, désigné prématurément, était devenu pendant de longs mois la cible privilégiée de toutes les autres forces politiques coalisées tout en n'ayant à se battre que contre les candidats marginaux jusqu'ici seuls déclarés. Nous l'avons déjà souligné : demande-t-on à Giscard d'Estaing de faire savoir dès maintenant s'il se représentera ou non en avril 1981 ? Reproche-t-on à Jacques Chirac d'avoir annoncé qu'il ne se déterminerait qu'au début de l'année prochaine ? Si, au terme du calendrier maintenant retenu, le candidat socialiste est officiellement désigné le 26 janvier, il lui restera encore trois mois de campagne, c'est-à-dire plus de deux fois le temps dont François Mitterrand a disposé en 1974.

Nous ne nous faisons pas d'illusions : d'ici cette date, l'ensemble des médias continueront à ne s'intéresser au Parti socialiste que sous l'angle du choix de son candidat. Ils y mettent en tout cas plus d'acharnement qu'à essayer d'obtenir du président de la République une explication claire sur l'affaire des cadeaux de Bokassa. Ce n'est pas une raison pour que le Parti socialiste se laisse manipuler de l'extérieur. Je dirai que ni la majorité ni la minorité n'ont intérêt à favoriser le jeu de ceux qui voudraient ramener la vie du P.s. à une lutte de clans ou, comme on dit, à une « guerre des chefs ».

C'est le parti tout entier qui est engagé aujourd'hui dans un combat particulièrement difficile. Pour le mener à bien, il lui faut renforcer sa cohésion — c'est l'un des objectifs de la grande campagne nationale qui va être lancée dans quelques semaines à l'initiative du secrétariat à la Communication — et se doter de nouveaux moyens — c'est le sens de la décision, confirmée par le Comité directeur, de préparer le lancement pour janvier prochain, d'un quotidien qui pourrait porter chaque jour les propositions et les réponses du P.s.

Débats internes, oui. Mais tout ce qui apparaîtrait comme des rivalités d'hommes porterait aujourd'hui un coup grave à la capacité de mobilisation du parti dont l'image reste pourtant très bonne dans l'opinion ainsi que le prouvent la plupart des élections locales et que le confirmeront dimanche les élections sénatoriales. Face à tous ses adversaires coalisés, la force du Parti socialiste c'est son unité autour de son premier secrétaire. Ne la laissons pas entamer ! ●



La « recrudescence de l'activisme d'extrême droite », dénoncée mardi par François Mitterrand, provoque une levée de boucliers. Trente attentats, rien qu'au cours des trois derniers mois, selon le Syndical général de la police (S.g.p.). S'y sont ajoutés, dimanche, l'incendie criminel de l'appartement de Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, et, lundi l'attentat visait la société de Salomon Milgrom, ancien président de l'Appel unifié juif. De nombreuses organisations, telles que la C.g.t., la C.f.d.t., la Licra, le M.r.a.p., l'Association Henri-Curiel, et le Crif ont vivement réagi. Certaines, comme le S.g.p., « s'interrogent sur le peu de résultats sérieux obtenus dans l'aboutissement des enquêtes » sur ces attentats. Chacune attend du gouvernement qu'il prenne enfin des mesures énergiques et efficaces.

(suite de la page 1)

ses. Ils n'ont pas davantage obtenu l'audition d'un témoin capital, tout prêt à répondre : Bokassa lui-même. Auront-ils plus de chance avec leur demande d'audition du colonel Alain de Gaigneron de Marolles, qui vient d'abandonner ses fonctions de directeur des renseignements au S.d.e.c.e. ? Rien n'est moins sûr.

Un procédé douteux

Les deux avocats s'étonnent, par ailleurs, qu'aucune procédure n'ait été entreprise à partir des documents placés sous scellés. Ils en ont demandé la restitution. Delpey n'a été confronté à aucun témoin. Ses deux « contacts » à l'ambassade de Libye n'ont été ni entendus ni inquiétés pour leurs « activités d'espionnage ».

Enfin, Me Charrière-Bournazel « s'étonne de l'utilisation par le procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat du terme de « désinformation », concernant les activités prêtées à Delpey. Ce mot ne figure ni dans le dictionnaire ni dans le Code pénal. Plagiant la publicité de Darty, on serait tenté de dire, à propos des charges retenues contre Delpey : 0 + 0 = 0.

Sans doute Delpey s'est-il rendu, à trois reprises, à l'ambassade de Libye. Probablement allait-il, à la demande de Bokassa, y retirer des fonds. On imagine qu'il n'entendait pas les utiliser pour vanter les mérites du président de la République. Tout cela n'a rien de glorieux. Fallait-il pour autant, grâce au flou artistique de l'article 80 du Code pénal, convaincre Delpey d'« espionnage » pour le faire taire ? Le procédé semble douteux. Il révèle en haut lieu des craintes qu'on aurait voulu croire infondées. Il apporte du même coup de l'eau au moulin déjà suralimenté de ceux qui réclament l'abolition des juridictions d'exception comme la Cour de Sûreté de l'Etat. ●

LES COMMUNISTES ABSENTS

La Commission politique du Parlement européen a adopté cette semaine une proposition de résolution sur la prochaine conférence de Madrid en vue du débat qui doit avoir lieu à la session plénière d'octobre à Strasbourg. Le groupe socialiste européen a été largement à l'origine de ce débat qui doit permettre à l'Assemblée européenne de jouer un rôle actif dans la préparation de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. A la Commission politique, les socialistes et les communistes italiens se sont battus ensemble contre les groupes de droite pour que la proposition de résolution souligne la nécessité de poursuivre la politique de détente et de donner à la conférence de Madrid des prolongements en matière de droits de l'homme mais aussi dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement.

Ce sont là des thèmes auxquels les communistes français affirment être attachés. Dommage qu'au cours du débat de cette semaine ils aient préféré briller par leur absence !

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Société éditrice :* S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

P.c.: polir Marchais !

Trop poli pour être honnête, voilà comment risque d'apparaître le candidat Marchais. Image négative oblige

PAR GUY PERRIMOND



LE mouvement communiste avait institutionnalisé le culte de la personnalité. Conséquence logique de la forme d'organisation choisie, du poids de l'Histoire, du goût du pouvoir, des nécessités de la lutte de classe conçue sur un modèle militaire, la prééminence d'un seul sur tous avait eu quelques inconvénients « globalement négatifs ». Le P.c.f. n'avait pas été épargné : quelques beaux livres conservent la mémoire d'un temps où existait « l'homme que nous aimons le plus ».

L'évolution conjointe de la technologie et des mœurs politiques n'ont pas permis au P.c.f. d'oublier ses mauvaises habitudes : l'élection du président de la République au suffrage universel et l'importance prise par la télévision a rendu au secrétaire général du P.c.f. un rôle que le XXIIe congrès du P.c.u.s. lui aurait peut-être ôté. Et Georges Marchais n'est pas demeuré « le premier parmi ses pairs » mais le premier tout court ! Avec les avantages et les inconvénients d'une telle situation.

La « rentrée » politique du secrétaire général du P.c.f. est à cet égard révélatrice. Schématiquement le parti doit tout à la fois assumer la ligne stratégique choisie en 1978 et tenir compte des... contingences électorales. Côté ligne stratégique, rien de nouveau : les thèmes sont anciens, s'accrochant à des mots chargés d'affectivité : Résolution, U.r.s.s., social-démocratie. Que cela n'offre aucun débouché est une autre question. La logique d'une telle ligne est évidente : replis sur des positions extérieures — l'U.r.s.s. et les « victoires » d'autres peuples —, refus de toute coopération avec les autres forces politiques de la gauche française, volonté d'utiliser la C.g.t. pour généraliser ce refus, recentrer le parti sur un ouvriérisme dépassé mais qui aux yeux des dirigeants du P.c.f. a l'avantage d'affirmer à peu de frais la spécificité de leur parti, et, vision et espoir ultimes, volonté de « casser » le P.s. afin de canaliser les espoirs du peuple de gauche.

L'inconvénient d'une telle logique réside dans ses conséquences électorales : il est difficile, à n'être que négatif, de penser conserver plus de 20 % de l'électorat français. Or, pour les dirigeants du P.c.f. c'est l'objectif primordial. Non seulement pour que l'écart avec le P.s. ne s'accroisse pas, mais surtout par rapport à leurs militants. Car depuis longtemps les communistes ont ajouté une règle à leur morale politique : il n'y a que le résultat qui compte !

Si le 10 mai 1981 les résultats du candidat Georges Marchais sont par trop en baisse par rapport au niveau moyen obtenu par le P.c.f. ces dernières années, il est évident que les interrogations des militants communistes seront plus difficiles à contenir. Or, elles sont déjà nombreuses... Ce qui explique que la direction du P.c.f. ne puisse pas compter sur « l'effet bulldozer », sur ce qui fut il y a quelques années une formidable machine, efficace, dévouée, capable de mobiliser, même dans des conditions difficiles, la part la plus réticente de l'électorat communiste.

Il est évident en effet que non seulement une partie de cet électorat risque de se dérober, surtout pour des élections autres que locales où jouent tout à la fois la personnalité des candidats et leur implantation, mais, si une partie du parti se dérobe également, la perte sera encore plus lourde. C'est pour éviter ce phénomène cumulatif que la direction du P.c.f. tente tout à la fois de modifier l'image de son candidat, de rassembler sur leur plus petit dénominateur commun — l'esprit de parti — les militants, et, semble-t-il, tout en conservant la même ligne stratégique, d'employer un langage « plus doux » afin d'apparaître un peu moins briseur d'espoir !

Modifier l'image du candidat n'est déjà pas simple. Georges Marchais est devenu, ces dernières années, une vedette, avec ses tics, ses réparties, ses mots. Que cette « image » retienne l'attention, nul n'en doute. Mais il est loin d'être sûr qu'elle soit considérée, par l'électorat communiste lui-même, comme globalement positive. Avant les vacances déjà, les conseillers audiovisuels du secrétaire général du P.c.f. avaient conseillé de modifier le « positionnement » du candidat. Celui-ci a tenté de les satisfaire. Mais les habitudes ont la vie dure et ses prestations durant les jeux Olympiques ont dû désespérer ses conseillers. Certes, il reste plusieurs mois pour « situer » exactement — rendre présidentiable — Georges Marchais, mais l'entreprise risque de se révéler difficile.

C'est pour cela et pour rassembler sur leur plus petit dénominateur commun les militants que vient d'être publié « l'Espoir au présent », le dernier livre du secrétaire général du P.c.f. Il est légitime qu'un candidat aux présidentielles écrive, publie. Il est normal qu'un candidat aux élections présidentielles le fasse, surtout s'il représente l'opposition ou une de ses parties. L'étonnant dans le livre de Georges Marchais, c'est son absence de perspectives. Il s'agit d'un exercice tendant à escamoter les vrais problèmes, à rassembler les mécontents et à souder les communistes autour du Parti considéré non plus comme un outil mais comme une fin en soi.

Il est révélateur sur ce point que le dernier chapitre — celui consacré au Parti — s'ouvre sur une défense et illustration des « permanents ». Tout se passe comme si la direction, doutant de pouvoir compter sur l'ensemble des militants — elle n'a d'ailleurs par tort, il n'est que de voir la difficulté, même dans les bastions ouvriers, de placer les timbres sur les cartes 1980 —, avait choisi de souder, défendre, privilégier ce qui fait le squelette du parti, ses permanents.

Deuxième point fort du livre : sa fidélité au « socialisme réel » qu'il conviendrait enfin de baptiser autrement, la part de socialisme en U.r.s.s. n'étant pas à la hauteur, loin de là, des espoirs cristallisés sur le mot. Au total « l'espoir » dont parle Marchais ne semble donc pas mobilisateur, malgré les phrases claironnantes.

Reste donc le glissement dans le langage. La question a été abordée à la direction. Et la réponse est digne de Tartuffe. Sur le plan extérieur, pas de concession, sauf catastrophe. Sur le plan intérieur, condamnation maintenue et répétée de la social-démocratie, mais en évitant, sauf pour François Mitterrand les qualificatifs outranciers. Nous voilà prévenus : l'agression sera plus polie, mais sur le fond...

Reste à mesurer les conséquences d'un aussi léger glissement. Faible évidemment : la politesse — toute relative — n'ayant jamais remplacé l'analyse politique. Or, celle proposée par la direction du P.c.f. ne semble pas satisfaire les militants. La lettre d'Henri Fizsbin n'en est qu'une preuve parmi d'autres. Il est donc difficile de croire que de telles opérations suffiront à remobiliser le parti et à ressouder un électorat dont les espoirs ont été brisés. Mais au bout du compte ce qu'espère la direction du P.c.f., c'est que cet électorat ne prenne pas conscience trop vite de ses responsabilités dans l'échec de l'union. Ou ne le fasse qu'au moment où la gravité de la crise que traverse la France soit telle que les actes du P.c.f. apparaissent comme des péchés véniels face à ceux de la majorité. En un mot le P.c.f. fait tout pour ne pas assumer la responsabilité de ses actes. Ce qui suffirait à faire douter de sa « volonté » révolutionnaire. ●



Sygma

Marie-France Garaud: au nom de "nous"

ELLE avait une chose à dire et elle l'a répétée une bonne dizaine de fois en un peu plus d'une heure : le problème essentiel du moment est celui de savoir si nous sommes ou non décidés à faire barrage à l'hégémonisme soviétique. Peut-on cependant penser que c'est dans le seul but de dire cela — qui n'est ni très original ni très nouveau — que Marie-France Garaud est sortie de l'ombre où elle se complaisait depuis si longtemps pour affronter en direct les journalistes du Club de la Presse et les caméras de la télévision ?

Cette prestation — mi-réussie, mi-ratée — a laissé perplexes ceux qui l'ont entendue. Car si elle a esquivé beaucoup de questions, ce qui, après tout, était son droit, elle n'a pas pu, pas su ou pas voulu répondre à la plus simple : pourquoi était-elle là ? Nul n'a imaginé que c'était seulement pour distribuer l'éloge ou le blâme, le blâme surtout, à quelques hommes politiques qu'elle a bien connus : Jacques Chirac« qui se tait », Michel Debré « qui parle trop d'économie et pas assez de politique », Giscard d'Estaing « qui n'a pas dit aux Français, en 1974, qu'il voulait les intégrer dans l'ensemble Europe ».

Aucun de ceux-là, qu'elle soutint plus ou moins longtemps, ne la satisfait plus. Elle n'est pas davantage prête à changer de camp. Car, ne lui en déplaise, même si elle affirme que les notions de majorité et de gauche n'ont plus de sens, Marie-France Garaud appartient, viscéralement, à la droite la plus classique. Convaincue de proclamer une vérité que nul autre n'exprime, elle ne semble pas voir qu'elle parle exactement comme tous les va-t-en-guerre de toutes les générations. Il est d'ailleurs pittoresque qu'un seul homme politique se soit spontanément reconnu dans ses propos : le candidat de l'extrême-droite Le Pen.

Ce n'est évidemment pas au destin de celui-ci que l'ancienne conseillère de Pompidou et de Chirac entend lier le sien. Alors qui ? Il fut impossible dimanche de lui arracher une réponse mais, à deux reprises, elle a laissé échapper un « nous » lourd de sens ou de... mystère. Voilà en tout cas un pluriel bien singulier. S'agit-il seulement de Pierre Juillet et d'elle-même, ce qui ferait un peu « demi-solde » ? Ou est-ce l'amorce d'une opération plus vaste qui la projetterait elle-même sur le devant de la scène ? Je pencherais assez pour la seconde hypothèse, que conforte ce « vous verrez bien » lancé au bout d'une phrase.

Une certitude : Marie-France Garaud aime le pouvoir, il est sa raison d'être et faute de l'exercer encore par personne interposée elle est tentée d'y accéder directement. Pourquoi pas ? Elle a eu raison de s'indigner qu'une femme, en politique, ne puisse être « autre chose qu'une employée ou une intrigante ». Mais elle a trop vécu dans le sérail pour qu'on la croie quand elle affiche son mépris pour la tactique électorale et la politique politicienne. On comprend qu'elle veuille aujourd'hui se situer « ailleurs ». Quelqu'un qu'elle a bien connu y a pensé avant elle, avec plus d'humour et sans grand succès.

C. E.

Sauriez-vous vendre un homme politique ?

"Le mec qui transpire et qui brille, il perd des voix, ça c'est sûr"

PAR MICHELE KESPI

ET ce matin-là... un moustique le piqua. La paupière tombante sur un œil tuméfié, la moitié du visage gonflée, noire, verte, en un mot, affreux, le candidat à la présidence de la République ne pourra affronter son adversaire avec qui il a, le soir-même, un « rendez-vous » d'importance : un face-à-face télévisé, moment décisif d'une campagne mitonnée, depuis six bons mois, aux petits oignons par son « manager ». Voix, coiffure, lunettes, costumes, touchantes scènes familiales avec un chat de location — Madame est allergique aux bêtes — tout a été remarquablement organisé.

Par un mentor roublard et cynique, pionnier de ce nouveau genre — le marketing politique — qui saura tirer parti même de la tuile imprévue. Le film hilarant « le Moustique » (qui précédait, mardi soir, les Dossiers de l'écran) montre qu'en publicité on peut faire d'un homme au tapis un vainqueur au finish. Le candidat sera finalement gagnant grâce à cette piqûre de moustique, devenue, devant des millions de télespectateurs, une preuve d'héroïsme. S'il est défiguré, si une discrète bande de sparadrap orne sa tempe, c'est que cet homme courageux a essayé de sauver le matin même, en sortant de chez lui, un môme qui venait de se faire malencontreusement — et fort heureusement pour sa carrière — écrasé... Il fallait y penser : le vendeur de président n'a pas hésité.

Pleurs dans les chaumières. Elections assurées.

Et rires durant les 58 minutes que durent ce téléfilm comme on aimerait en avoir souvent sur le petit écran. Une farce « hénaurme », des comédiens (Jean Bouise, le futur président, Catherine Rich sa femme, Daniel Ceccaldi, l'homme du miracle) qui la rendent véridique, et un auteur, qui assure que « le film n'a d'autre but que d'amuser le public à travers un phénomène nouveau, l'intrusion de la publicité et de la propagande dans la politique ». But réussi.



Mais un thème qui nous emmène plus loin que le simple amusement, comme l'a bien montré le débat fort instructif des Dossiers de l'écran consacré à l'intrusion du show-bizz dans la vie politique *(voir encadré)*.

Les deux coupables de ce gai massacre se sont dévoilés. Il s'agit de Maurice Frydlard, réalisateur à la télévision, et de Claude Klotz, scénariste du film, mais aussi auteurs de nombreux polars, plus délirants les uns que les autres, et de plusieurs romans (« Monsieur papa », « E = Mc² mon amour », sous le nom de Patrick Chauvin). Ils s'entendent comme larrons en foire. « L'Unité » est allé demander aux deux compères comment l'idée leur est venue de montrer la fabrication d'un homme politique.

« L'UNITE » : comment l'idée du scénario vous est-elle venue ?

CLAUDE KLOTZ : Armand Jammot m'a proposé de lui trouver un sujet pour les Dossiers de l'écran. J'avais toujours eu l'idée de faire quelque chose sur le marketing lié au monde politique : cela m'a toujours fait rire. Les Américains, eux, ont réalisé de merveilleux films. « Votez Mac Kay », par exemple.

MAURICE FRYDLAND : « Votez Mac Kay », en plus satirique. « Votez Mac Kay » était méchant, presque sociologique. Ce n'était pas notre but.

— Comment avez-vous travaillé ?

C.K. : Ma source nº 1 : les émissions politiques télévisées, débats, rencontres, etc, que j'ai regardé à haute dose durant quatre ou cinq mois. Le livre de Schartzenberg, « l'Etat-spectacle », a également été important pour moi. J'ai rencontré des gens qui traînaient dans ce milieu. J'ai constaté que les gens qui bossent dans ces entreprises de marketing ne sont pas des génies. Et je me suis dit : on doit arriver à trouver des trucs assez facilement. Il y a donc une part d'enquête, certes, et une grande part d'invention. Je suis parti de là : comment ferais-je si je devais vendre un homme ? L'idée m'est venue : tout ce joue un soir, dans un débat, et ce matin-là, il se retrouve avec une tronche comme un ballon de rugby. Il fallait quelque chose de dérisoire : un type qui pendant des mois

Dis-moi qui te "positionne" je te dirai qui tu es...

Après le débat qui a suivi la projection de "Moustique", l'image du conseiller en marketing politique en a pris un vieux coup !

LES Français ont-ils de l'humour ? Ils courent voir les comédies italiennes de Dino Risi, ils applaudissent aux sorties américaines sur les mœurs politiques et adorent « Votez Mac Kay »... Mais touche-t-on à la vie politique française, qu'ils deviennent complètement sceptiques, puis angoissés.

Les premières questions qu'ils ont posées aux animateurs des Dossiers de l'écran montraient une immense surprise, voire un grand désarroi : ce genre de procédés est-il couramment employé en France ? A-t-on si peu de respect pour l'électeur ? Des réactions dont la naïveté cache mal le puritanisme : en France, ça ne se passe pas comme ça...

Force a été aux téléspectateurs de réaliser à la fin du débat que la caricature n'était pas seulement dans le film.

Les conseillers en marketing — dont on se demandait en les voyant s'ils ne devaient pas appliquer à eux-mêmes leurs fameuses méthodes, ou prendre modèle sur un des participants qui se passe joyeusement de leurs services, Alexandre Sanguinetti, et ne s'en porte que mieux — ont évidemment tous juré leurs grands dieux que le film était outré et qu'eux ne travaillaient pas ainsi. Ils en devenaient ridicules, niant presque leur travail pour faire croire que leurs poulains couraient tout seuls, avec juste un petit conseil deci, delà pour sauter un obstacle particulièrement difficile. A quoi servent-ils alors ? Et pourquoi gagnent-ils entre 50 000 et 300 000 pour la mise sur orbite d'un simple député de base (le citadin coûtant plus cher que le rural).

D'ailleurs tous ne gagnent pas des sommes folles. Certains donnent même dans le bénévolat comme ce publicitaire, convaincu « qu'il est impossible de faire qui que ce soit de politique », et qui va, en ami, le samedi aider un hypothétique futur candidat à choisir ses costumes parce que la femme de ce dernier, fort occupée à des tâches intellectuelles, n'a pas le temps de courir les magasins. Là, le marketing n'existait plus, on s'aidait fort sympatiquement entre copains. C'est beau. C'était ridicule.

Heureusement, il n'y avait pas que les hommes de marketing : le débat aurait été consternant. Alexandre Sanguinetti, adversaire politique, mais homme qui ne mâche pas ses mots, était là pour démontrer l'absurdité de ce système de vente. D'autres participants (Pierre Salinger, Roland Cayrol, Jean-François Kahn) ont permis d'élever un peu le débat, et de cerner le problème. Evidemment, à qualité égale de candidat, ayant la même intelligence, la même force de travail, la même conviction, trois milliards injectés dans une campagne, cela représente « un petit plus » qui peut changer quelque chose ! Certes, la première campagne de ce genre, inaugurée par Lecanuet en 1965, a permis à celui-ci de se créer, au moins, un sourire. Mais, comme le rappelait Jean-François Kahn, la grande surprise de 1965 n'était pas là, « c'était le score de Mitterrand avec sa vieille machine socialiste »...

Et il faut une certaine audace à ces messieurs du marketing pour prétendre qu'en 1974, les deux principaux candidats ont disposé des mêmes sommes alors que le rapport a été de un à dix en faveur de Giscard d'Estaing ?

Accablés, les téléspectateurs sceptiques avaient, à la fin de l'émission complètement reconnu — et surestimé du même coup — l'importance du phénomène, tombant dans une autocritique morose : « L'électeur est blâmable », se plaignaient-ils à S.v.p.

N'exagérons rien, et laissons au marketing politique la place qu'il a : un petit coup de pouce dont ont besoin certains. D'autres, comme Sanguinetti ou Mitterrand, s'en sont toujours fort bien passé. Et concluons avec Roland Cayrol, professeur à l'Institut d'Etudes politiques, qu'en dépit de tout cela les étrangers sont toujours frappés de voir les Français se rendre massivement aux urnes, et que la tonalité des débats politiques chez nous fait des envieux chez nos voisins. **M.K.**

Coll. Fondation Jean-Jaurès

travaille l'élocution, la coiffure, les lunettes, la cravate, tout, il est prêt... et crac, la gueule comme le compteur à gaz ! Qu'est ce qu'on fait avec ça ? Je me suis posé le problème comme si j'étais le manager... et j'ai écrit, très vite. Je me suis bien marré en le faisant. Et pendant le tournage aussi ; c'était la première fois de ma vie que j'en suivais un totalement, bien que quatre de mes livres aient été adaptés au cinéma. Finalement c'est vraiment mon premier scénario et j'ai eu la révélation d'un travail d'équipe formidable.

— Vous vous connaissiez avant ?

M.F. : Pas du tout. C'est Jammot qui nous a mariés. Je crois profondément que le cinéma ou la télé, c'est un problème d'équipe. Avec Claude, il y a eu une rencontre, grâce à laquelle, dès la préparation, nous avons vu tous les deux ce que le film allait donner : sa violence, son humour, son grinçant.

— Votre expérience de réalisateur a beaucoup joué dans le tournage ?

M.F. : Enormément, j'ai raconté des histoires à Claude, je lui ai parlé, par exemple, de la fameuse année où j'ai travaillé pour « Panorama » quand Olivier Todd dirigeait l'émission. Cette année-là, je m'étais spécialisé dans les portraits d'hommes politiques : j'ai filmé J.J.S.S., Marchais, Paul Laurent, Roland Leroy, Poujade, des conseillers généraux de base, etc. Presque tous les hommes politiques se mettent en scène. Et à partir du moment où un homme accepte de passer à la télévision et de se laisser maquiller, il y a un phénomène non naturel. Ce n'est plus le même homme... on peut déjà parler de marketing. Et presque tous les hommes politiques vont se mettre entre les mains de gens dont le métier est de les mettre en valeur. On a vu tel homme politique, Marchais pour ne pas le nommer, apparaître du jour au lendemain avec une alliance bien en évidence, regardant la France dans le blanc des yeux, alors qu'on savait qu'il n'était pas encore remarié...

C.K. : Ma propre expérience devant une caméra m'a d'ailleurs aussi incité à écrire ce scénario. J'écris des livres, Pivot m'invite, et devant une caméra, c'est affreux, épouvantable : je panique. Je me dis : comment font ces types pour discuter pendant deux heures devant la France entière, il doit y avoir des trucs ! Avant d'aller à « Apostrophes », je me demande avec ma femme comment m'habiller !

M.F. : C'est l'histoire dans son scénario, du costume anti-sudation. Cela fait rire, mais c'est vrai, tous les professionnels de la télévision vous diront qu'il fait très chaud sous les projecteurs. Un non-initié, arrivant avec un bel Harris tweed bien épais, sera très « smart », mais après dix minutes sur le plateau il va crever, littéralement !

C.K. : Moi, ma première émission littéraire, j'étais en col roulé. Affreux !

M.F. : Tous les professionnels d'ailleurs portent des costumes en alpaga, des chemises légères qui ne gênent pas aux entournures car il est impossible de passer une heure sous les sunlights dans un costume normal : on n'est pas à l'aise, cela rend l'élocution difficile — en dehors du côté esthétique où on risque de se mettre à transpirer et à briller...

C.K. : ...et le mec qui brille, il perd des voix, ça c'est sûr !

— Tout le débat d'ailleurs est de savoir si ces face-à-face sont si importants, si vraiment ils entraînent des déplacements de voix...

M.F. : On l'a toujours dit, cela n'a jamais pu être prouvé. C'est un des thèmes du débat des Dossiers de l'écran, mais ce n'était pas le propos de notre film.

C.K. : Mais le phénomène doit quand même être important, puisque presque tous les hommes politiques utilisent, et paient fort cher, ce genre de services. Et tout ce que nous montrons dans le film est vrai. On réalise même aujourd'hui qu'on en a oublié !

M.F. : Par exemple, on a su depuis que Brice Lalonde a travaillé ses gestes trois semaines avec un professeur avant de passer au Grand Débat.

— Vous vous êtes beaucoup amusés en travaillant ?

C.K.-M.F. (en chœur) : oui !

C.K. : Je me souviens encore de la blague m'a faite Bouise le jour où il avait son maquillage. Il m'a ouvert la porte sans prévenir, et il était tellement vilain que j'ai sauté cinq mètres en arrière.

M.F. : Il était encore plus impressionnant en vrai que dans le film : dégueulasse.., vraiment ignoble...

J'ai toujours rêvé de faire ce genre de films, des comédies de mœurs à l'américaine, à l'italienne. Je le dis très simplement, je ne suis pas un scénariste, mon métier, c'est de raconter avec des images... Le problème du cinéma et de la télévision en France est que tous les réalisateurs se prennent pour des auteurs, et tous les auteurs pour des réalisateurs ! Tomber sur un texte comme celui-ci, quand Jammot me l'a proposé, pour moi, c'était de l'or ! Le cinéma dont je rêvais depuis longtemps... où je peux me laisser aller à mon tempérament : j'aime bien rire dans la vie.

La seconde erreur de ce genre de film est de prendre des acteurs que l'on dit « comiques ». A la grande période de la comédie américaine, Cary Grant ou Katherine Hepburn n'avaient rien d'acteurs comiques, Gary Cooper non plus. Le comique vient de l'acteur qui sait faire rire sans être un comique burlesque.

Dans « le Moustique », tous les acteurs sont fabuleux... Ce qui permet cette comédie de mœurs, comme il n'y en n'a pas assez chez nous. On a eu une distribution exceptionnelle, depuis les grands rôles jusqu'aux autres : regardez les quatre conseillers que nous avions surnommés les Dalton durant le tournage !

Une équipe fabuleuse, mais il n'y a pas de cinéma sans travail d'équipe. Là, on a fait ça avec des bouts de ficelle (1 500 000 francs de budget) et on a tourné en treize jours (cinq minutes de tournage par jour, ce n'est pas évident). Et surtout, nous avons eu Jammot qui est un vrai producteur, accordant, comme le font les Américains, la priorité au scénario. C'est à partir de lui qu'il recherche le réalisateur. D'où mon mariage avec Klotz.

— Vous allez retravailler ensemble ?

M.F. - C.K. : Oui.

— On peut l'annoncer ?

M.F. - C.K. : c'est officiel !

— Sur quoi ?

M.F. - C.K. (rires) : on va s'attaquer à la publicité !

C.K. : Toujours pour faire rire les gens.

M.F. : Faites attention Klotz : on est déjà en train de nous taxer d'anti-parlementarisme avec « le Moustique »...

C.K. : J'avoue que je n'ai pas compris ces critiques. Le film n'est même pas contre le marketing. Il dit seulement : voilà, le marketing existe, cela a sans doute des dangers, mais de là à dire que nous sommes des gens qui attaquons le suffrage universel !

M.F. : Oh ! si on faisait un film qui mettait en boîte les micro-processeurs, on serait contre l'informatique.

— A quand votre prochain film ?

M.F. : Quand c'est que tu veux qu'on le fasse ? Tu vas écrire ça vite fait. Il a mis quinze jours à écrire « le Moustique ». C'est l'Eugène Sue de sa génération !

C.K. : Merci ! et puis on le tournera en janvier, février. Ça ira vite. On veut encore rire ! ●

Rassembler et non diviser

Cet article de Pierre Bérégovoy, rédigé à la demande du « Nouvel Observateur » pour paraître dans son numéro du 20 septembre, n'a finalement pas été publié.

Il nous a paru intéressant de le porter à la connaissance de nos lecteurs. Sans autre commentaire.

PAR PIERRE BEREGOVOY

LA déclaration d'Edgar Pisani à la télévision m'a d'abord choqué. A la réflexion, elle me trouble et m'inquiète. J'y vois la confirmation d'un état d'esprit, d'une conception de la vie du Parti socialiste et de son avenir dangereuse pour notre unité et non sans risque pour la démocratie.

Notre Parti ne pratique pas le secret. Il débat au grand jour de ses affaires qui sont aussi celles de la France. Tous les militants y participent. Ils le font dans le respect de l'autre, sans quoi il n'y a pas de vie collective possible. Ils connaissent la puissance des médias, leur pouvoir sur les masses, leur faculté de détourner l'attention des vrais problèmes, leur prédisposition à ramener la politique à des querelles de personnes.

Savoir raison garder dans ces conditions et dans les circonstances où nous sommes, nous y étions tous à peu près parvenus et lorsque débat il y eut entre nous, ces mois derniers, ce fut sur des questions sérieuses d'intérêt national ou international : bombe à neutrons, Alliance atlantique, événements de Pologne. Pour l'élection présidentielle, nous approchions de nos échéances internes, avec sérieux et sérénité.

Pourquoi a-t-il fallu que Pisani s'exprime comme si les socialistes n'avaient ni projet ni stratégie, raisonne comme si le Parti était à l'encan et parle au nom d'un groupe qui a déjà son candidat et aura bientôt un rogramme dont Pisani nous apprend qu'il y travaille avec ardeur ?

Son appel à la cantonade invitant François Mitterrand à passer la main à son « héritier naturel » est de la même veine. Je passe sur la délicatesse du propos illustré par une démonstration qui se voulait finement psychologique. Il n'est désobligeant que pour son auteur. Ce qui m'intéresse, c'est l'ignorance du Parti qu'il découvre, la précipitation qu'il révèle, l'ambition qu'il éclaire. Il est vrai que nous avions déjà entendu quelque chose de similaire avant le Congrès de Metz.

La phrase de Pisani a été élaborée par des spécialistes qui se flattent de manipuler l'opinion et, à travers elle, le Parti. François Mitterrand réaffirmant son autorité sur la scène politique, n'était-il pas nécessaire de laisser entendre qu'il allait passer la main de façon à habituer l'opinion à l'idée qu'il n'a plus d'avenir ? Je le dis brutalement : cette manière de vivre la politique, de conditionner l'opinion, est totalement étrangère à la tradition démocratique de la gauche. Elle défie nos principes. Gardons-nous d'y succomber. Nous ressemblerions par trop aux autres, ceux que nous condamnons.

Notre force vient de notre unité. Nos adversaires guettent nos querelles, nos divisions. Elles sont néfastes au socialisme et le seront au candidat qui portera nos couleurs.

J'ai vécu le déclin de la S.f.i.o., la première histoire du P.s.u., la renaissance du socialisme. Je n'ignore pas ce qu'il en coûte lorsque l'on sacrifie à la tactique et subit l'événement. J'ai vu le sort réservé au P.s.u. quand l'esprit de chapelle cultive à plaisir les différences. Je sais enfin ce qu'il a fallu de temps et d'efforts pour rassembler les socialistes. Il n'a pas été facile de réaliser la synthèse de disciplines différentes et de traditions parfois rivales, d'ouvrir les chasses gardées et d'oublier les habitudes, mais c'est ce qui a placé le Parti socialiste au premier rang des partis de gauche.

Certes, ce résultat n'est pas dû à un seul et je veux bien admettre que les derniers venus, au moment du succès, ont eu aussi quelques mérites. Mais qui peut nier que François Mitterrand a joué un rôle déterminant dans la résurrection du socialisme en France et qu'il est encore et pour longtemps le meilleur fédérateur de notre Parti ? Ce n'est pas pour rien que son autorité, reconnue partout en France et à l'étranger, est redoutée de nos adversaires. Je suis convaincu qu'il a le devoir et l'intention de continuer à se battre dans l'intérêt de notre pays. L'inviter à s'effacer comme l'a fait Pisani, cela revient à relayer les attaques du Pouvoir, c'est porter un mauvais coup au socialisme.

Rassembler et non diviser, au-delà des socialistes, le peuple de gauche et tous ceux qui refusent le déclin de la France, voilà ce qui s'impose à nous. Les petites ambitions ne sont rien à côté de la grande ambition qu'il faut proposer à notre peuple. ●





Pascal Lebrun

Maurice Frydland et Claude Klotz.

ETATS-UNIS

Tout plutôt que Reagan !...

Un vieux cabotin, ringard, pétainiste et caricatural ne peut pas faire illusion longtemps même s'il se présente face à un président affaibli et dévalué



Fans de Ronald Reagan à la convention républicaine de Detroit.

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

CARTER remonte, Reagan baisse et le troisième homme, Anderson, se maintient : les sondages américains sont d'accord, à quelques points près. Du coup, les chances de réélection de Carter redeviennent sérieuses.

« Inévitable », diront certains. Pourtant, immédiatement après la convention du Parti républicain, en juillet, Ronald Reagan dominait largement les sondages avec 28 % d'avance sur Jimmy Carter, dont la popularité ne cessait de tomber. Depuis, les courbes se sont inversées et les deux candidats sont au coude à coude : 39 % des intentions de vote chacun contre 15 % à John Anderson. La convention du Parti démocrate, en levant l'hypothèque Kennedy et en désignant Carter à une très confortable majorité, a permis de resserrer les rangs autour du président. Jimmy a beau ne pas enthousiasmer les foules — surtout pas les intellectuels libéraux qui soupirent sur sa médiocrité, les atermoiements de sa politique et sa mauvaise gestion de la crise — son challenger tient lieu de parfait repoussoir. Le Californien n'est considéré aujourd'hui comme un président « acceptable » que par 54 % des inscrits (au lieu de 64 % en mai selon les sondages de « Time »). « Tout plutôt que Reagan, même moi », pourrait bien devenir le slogan à peine voilé de celui qui s'est fait élire il y a quatre ans sur un simple « faites-moi confiance ».

Face à lui, un cow-boy de cinéma qui va sur ses soixante-dix ans, professe le renforcement de l'Otan et incite son « pays vénéré et bien-aimé » à se remettre au travail après ces années de gabegie où inflation et chômage ont coïncidé avec l'affaiblissement de l'image de l'Amérique dans le monde. Un personnage qui inquiète autant par son discours ultra-conservateur que par ce qu'il représente dans un pays régulièrement tenté par les appels populistes et isolationnistes.

Trompettes, drapeaux, chapeaux et hululements de cow-boys, la convention républicaine à Detroit rassemblait le gratin de l'Amérique réactionnaire. Seulement 2 % de Noirs, 68 % d'hommes et 40 % de revenus élevés, les deux mille délégués à Detroit se considéraient eux-mêmes comme « très conservateurs ». Eux que l'Amérique n'écoutait plus depuis la chute honteuse de Richard Nixon, ils prenaient leur revanche, exultant, ovationnant le sénateur Barry Goldwater, ancien candidat à la présidence, qui leur déclarait : « La faiblesse conduit à la guerre : avec un leadership puissant la guerre du Vietnam n'aurait duré que deux jours. »

Sourires pleins de dents

Heureusement, il ne précisait pas comment aurait pu s'exprimer une telle autorité. Qu'importe, la salle, debout, bannières frénétiquement agitées, acclamait le vieux cheval de retour.

Transportée là grâce à l'Association franco-américaine pour un séminaire d'étude de la vie politique aux Etats-Unis, je me sentais petite journaliste française comme un poisson hors de l'eau. Evidemment, il y a des gros cons partout. Mais cette rencontre avec l'Amérique profonde mangeuse de hot dogs arrosés de Coca Cola, quelle agression ! Le cinéma m'en avait bien enseigné l'existence mais les premiers contacts avec les intellectuels new yorkais ou californiens peuvent la faire oublier. Reagan, c'est ça, cette foule agitée et vêtue d'uniformes voyants, ces délégués qui posent sans complexe devant les photographes avec leurs sourires pleins de dents et leurs chapeaux ornés d'oreilles et de trompes d'éléphant — mascotte du Parti républicain. Parfois, ils sont recouverts de la tête aux pieds de badges injurieux pour Carter ou favorables à leur candidat favori. Sur le cœur d'un gros cow-boy, j'ai même vu un énorme badge pour Nixon. Et des femmes de tout âge qui arborent des autocollants et des pancartes contre l'E.r.a. (Equal Rights Amendment) : la bagarre contre cet élément du programme reprenant les principes de l'égalité des droits entre hommes et femmes a finalement été gagnée par la clique la plus réactionnaire, celle qui a poussé Reagan ; l'E.r.a. ne figure plus au programme du parti, symbole, s'il en était besoin, du retour en force de son aile la plus droitière. Reagan, c'est ça, sur fond de musique militaire et d'odeurs de popcorn avec les prières en plus, pour ouvrir et clore les séances de la convention, avant que les délégués se répandent pour festoyer en ville : être délégué, c'est avant tout le plaisir de se saoûler à la bière, de gueuletonner et de faire la vie pendant cinq jours avant de retourner chez soi, revêtu d'une nouvelle gloire, celle d'avoir représenté l'Amérique.

Redorer le blason des Etats-Unis, restaurer sa puissance militaire, voilà des mots qui sonnent doux aux oreilles de ces chanteurs d'hymne national nostalgiques du bon vieux temps, fervents partisans du libéralisme et de l'individualisme, saines valeurs qui-ont-rendu-notre-pays-si-beau-et-si- fort et qu'il convient de restaurer...

Anti-avortement, ils sont aussi opposés aux économies d'énergie, de carburant en particulier — le droit à la voiture individuelle est considéré dans le programme de leur parti comme un droit constitutionnel —, contre le moindre contrôle des prix et surtout, surtout, pour une réduction des taxes et des impôts. Leur bête noire : l'administration fédérale qui réduit les prérogatives des Etats et entame la liberté individuelle. « Aucun gouvernement ne peut faire pour les individus ce qu'ils peuvent faire pour eux-mêmes s'ils en ont la possibilité. » A cette vérité première proférée par un des candidats à la vice-présidence, le jeune et néanmoins ultra-conservateur Kemp, élu de l'Etat de New York, la salle, ravie, applaudit tout entière.

Leur idéal d'un gouvernement faible trouve en Ronald Reagan un parfait représentant. N'a-t-il pas promis de réduire les impôts de 30 % dans les trois ans qui suivront son élection ? N'a-t-il pas proclamé qu'il suspendrait immédiatement et totalement l'embauche dans l'administration fédérale, assurant de réduire les programmes gouvernementaux qui gaspillent l'argent honnêtement gagné du contribuable ?

« Au cœur de nos vies se trouvent le travail et la famille qui sont le fondement même de notre dignité de peuple libre », répète « Ron » tout en promettant un avenir rose : « Le peuple américain, le plus généreux de la terre, ce peuple qui s'est

assuré le niveau de vie le plus élevé du monde, n'est pas prêt à accepter l'idée que tout ce que nous pouvons faire c'est de rétrograder pour permettre aux autres de vivre mieux. » Et encore : « Il est temps que l'Amérique se remette au travail, que nos villes et nos villages entendent résonner les voix confiantes des hommes et des femmes heureux de rentrer chez eux avec un salaire convenable et de l'argent honnêtement gagné. » Pour finir son discours d'acceptation de la nomination à la candidature, Reagan n'a pas lésiné : « A ceux qui ont abandonné toute espérance, nous rendrons l'espoir ; nous les accueillerons dans la grande croisade nationale qui rendra à l'Amérique sa grandeur ! »

Dans la course à la présidence, le croisé a dû mettre un peu d'eau dans son vin. En tout cas, ses conseillers l'en supplient et tremblent dès qu'il s'éloigne des discours préparés pour lui : les Etats-Unis ont horreur des extrêmes et pourraient lui réserver le même accueil qu'à Mac Govern, jugé lui trop libéral et battu à plate couture par Nixon. Mais il aura du mal à remonter la pente, ayant bâti sa popularité sur cette image de chevalier des valeurs américaines. Après ses premières armes comme président du syndicat des acteurs — il a tourné avant la guerre des quantités de second rôles dans des séries B — Reagan s'est montré très coopératif avec le mac-carthisme puis a parcouru l'Amérique pour le compte de la Général Electric, prononçant des conférences sur les dangers du centralisme étatique et du socialisme. Ce qui lui valut d'être élu gouverneur de la Californie en 1966.

Vieillard aux allures d'athlète

A ce poste, il surprit son monde, augmentant les taxes en des hausses record — sauf les impôts sur la propriété — et laissant passer une législation sur l'avortement particulièrement libérale. Les mauvaises langues disent qu'il ne connaissait pas le contenu des textes qu'il signait. D'autres racontent que son état normal est la léthargie. Car ce vieillard aux allures de jeune athlète semble accuser son âge dans le domaine des facultés intellectuelles... Sa course à la nomination s'est faite cette année sans encombre mais ce célèbre gaffeur n'a pu éviter de commettre une grosse erreur dès le mois d'août : alors qu'il reconnaissait l'existence de Taïwan, George Bush, candidat républicain à la vice-présidence, annonçait au cours d'un voyage en Chine populaire que son parti soutenait Pékin. Devant la contradiction, Reagan a choisi de nier que son co-listier soit allé en Chine. Carrément.

Hélas, ce genre de fausse manœuvre qui fait ricaner la presse ne suffit pas à assurer l'échec de Reagan le 4 novembre prochain. Au cours des primaires, il a recueilli un million de voix de plus que Carter alors que 60 % des inscrits sont enregistrés comme démocrates. Jamais président en exercice n'a été aussi peu populaire. Et l'affaire des otages en Iran — ils seraient détenus depuis un an au moment des élections — peut encore lui porter un coup fatal.

D'autant que bien des inconnues risquent de jouer en sa défaveur. Les ouvriers voteront-ils pour lui alors qu'il a absolument besoin de ne pas perdre une voix dans cet électorat ? Le vote du Sud est encore plus incertain : cette région a beaucoup changé depuis quelques années, s'est considérablement enrichie grâce au libéralisme le plus débridé et à l'afflux d'une population de nouveaux riches. Les sondages ne lui accordent aujourd'hui qu'une majorité sans signification dans ces Etats qui lui avaient apporté en 1976 près du tiers de ses électeurs. Le Sud, depuis Roosevelt, est une pièce maîtresse de la coalition démocrate et suffirait à amener les Républicains au pouvoir s'il changeait de camp. Pour ne rien arranger, le candidat indépendant, Anderson, risque surtout de perturber l'électorat du candidat sortant. Les sondages lui accordent plus de 20 % des intentions de vote dans les Etats clefs comme celui de New York, la Californie ou le Massachussets.

D'un côté, Carter dont les contre-performances ont usé la crédibilité. De l'autre, Reagan dont ses conseillers eux-mêmes craignent que sa caricature ne devienne réalité. Entre les deux, Anderson qui vient brouiller les cartes... Les élections du 4 novembre prennent l'allure d'un contre-vote : 43 % des électeurs présumés de Reagan sont avant tout anti-Carter, 34 % des supporters de Carter ne veulent à aucun prix de Reagan et 61 % des pro-Anderson refusent les deux autres... Une seule certitude : le gagnant sera celui qui réussira à centrer le débat sur les points qui gênent son adversaire. ●

R.F.A.

Tout plutôt que Strauss !...

Si Helmut Schmidt gagne les élections du 5 octobre, il le devra en grande partie aux excès de son adversaire-repoussoir Franz-Josef Strauss

Il y a seulement quelques semaines, tous les observateurs politiques ouest-allemands, à quelque bord qu'ils appartiennent, pronostiquaient sans hésitation la victoire du chancelier Helmut Schmidt et du S.p.d. aux élections du 5 octobre. Cette victoire demeure probable mais plusieurs signes laissent penser que malgré son profil de repoussoir, le leader de la droite Franz-Josef Strauss a regagné quelques points depuis le début de septembre.

D'abord, en raison d'une campagne forcenée où Strauss et ses amis font flèche de tout bois, fût-il le plus grossier. En politique étrangère, par exemple, leur campagne télévisée est axée sur un leitmotiv : Schmidt (qui est allé rencontrer Brejnev fin août) serait l'homme de Moscou (!). Des montages filmés font suivre sa réception au Kremlin d'images de chars soviétiques à Prague et à Kaboul. La réplique du S.p.d. est féroce, Schmidt et Willy Brandt, chacun de leur côté, payant beaucoup de leur personne, et ce n'est pas sur ce terrain qu'ils sont vulnérables, la majorité des Allemands restant fort attachés à « l'Ostpolitik » et plus généralement à la détente et à la sécurité en Europe.

Il en va différemment sur le plan intérieur où les chrétiens-démocrates, qui bénéficient maintenant de l'appui actif de l'Eglise catholique, tentent de faire peur à certaines catégories sociale, les personnes âgées notamment, en affirmant que l'inflation renaissante va grignoter leur épargne et leur retraite. Strauss s'est fait une spécialité de dénoncer l'endettement public et n'hésite pas à évoquer la menace d'une prochaine dévaluation du mark et les désordres sociaux qui s'ensuivraient.

Même démagogiques, ces thèmes ne laissent pas les Allemands indifférents. Mais ils porteraient sans doute davantage s'il n'était pas dans la nature même de Strauss de provoquer une réaction de rejet. Dans les fiefs du S.p.d. comme Hambourg ou en Rhénanie-Westphalie, il a même eu bien du mal à tenir des meetings face à l'opposition de toute la gauche.

Peu présent dans cet affrontement dur entre les deux grandes forces politiques du pays, le petit Parti libéral (F.d.p.) tient toujours dans ses mains une carte maîtresse. C'est son alliance avec le S.p.d qui permet à celui-ci de gouverner, mais pour que cette alliance soit maintenue, il faut que les F.d.p. dépassent le seuil de 5 % nécessaire pour être représenté au Bundestag.

Les libéraux comptent y parvenir en réveillant les suffrages d'électeurs modérés effrayés par Strauss.

Dans le cas contraire, les sociaux-démocrates ne pourraient au mieux que disposer d'une majorité relative surtout si les écologistes dépassaient eux-mêmes les 5 %, ce qui paraît aujourd'hui moins probable. En définitive, les dirigeants du S.p.d. demeurent optimistes mais il est temps, disent-ils, que l'on aille aux urnes après une campagne qui a duré trop longtemps.

Parmi les grands débats qui ont alimenté cette campagne, la politique sociale a occupé une large place et, dans ce cadre, il a été de nouveau question d'une institution spécifique de la R.f.a., la cogestion. Notre correspondant en Allemagne, Jérôme Vaillant, fait ci-dessous le point de la situation actuelle dans ce domaine. ●



Sygma

Franz-Josef Strauss,

A quoi sert la cogestion ?

Si la cogestion n'accouche pas du socialisme, du moins peut-elle engager un processus de redistribution du pouvoir économique. Elle concerne aujourd'hui quatre millions de travailleurs allemands

PAR JEROME VAILLANT

EN pleine campagne électorale, le Konzern Mannesmann de Düsseldorf a fait ressurgir en R.f.a. une question qui semblait ne plus préoccuper l'opinion : la cogestion. Au terme d'un difficile débat politique, la coalition gouvernementale composée des sociaux-démocrates et des libéraux n'avait-elle pas fait adopter en 1976, avec le soutien de l'opposition chrétienne-démocrate, une loi qui prévoyait l'application de la cogestion aux sociétés de capitaux employant plus de 2 000 salariés ? Le tribunal constitutionnel de Karlsruhe n'avait-il pas tranché en 1978 en faveur de cette loi, déboutant la plainte déposée par des patrons ouest-allemands ?

C'est qu'il n'y allait pas cette fois du laborieux compromis de 1976, mais de la cogestion telle qu'elle est pratiquée en R.f.a. depuis 1952 dans les charbonnages et la sidérurgie. Mannesmann, connu dans le monde entier pour sa production de tubes d'acier sans soudure, est en Allemagne fédérale le numéro 3 de la sidérurgie.

Prétextant la concurrence japonaise, le président de Mannesmann, Egon Overbeck, estimait qu'il lui fallait procéder à une restructuration de la société qui lui permettait de faire l'économie de 50 millions de D.m de frais de gestion. Il proposait un plan qui permettait au Konzern de ne plus tomber sous le coup de la loi de 1952, réalisant dès lors moins de 50 % de son chiffre d'affaires dans la sidérurgie. Très vite, les syndicats pensèrent que ce qui chez Mannesmann pouvait sembler n'être qu'un effet accessoire d'une restructuration peut-être par ailleurs nécessaire était en vérité le but principal poursuivi. Ce n'était pas la première fois que la firme tentait d'échapper aux rigueurs de la cogestion. Cette fois, il semblait au Konzern préférable d'être cogéré selon le modèle de 1976, jugé moins

(suite en page 8)

Irak-Iran : bras de fer sur le Golfe

Les Irakiens savent l'armée iranienne aujourd'hui incapable d'offrir une résistance cohérente, ils en profitent pour tenter de devenir les gendarmes du golfe Persique

PAR GUY PERRIMOND

LES Irakiens l'appellent Chatt el Arab les Iraniens Arvandè Rud. Cette voie d'eau, formée par la réunion du Tigre et de l'Euphrate, est une fois de plus un motif de conflit. Motif avancé qui n'a peut-être que de lointains rapports avec les raisons profondes qui ont amené la région du golfe Persique au bord de la guerre. D'un combat dont l'écho international n'a qu'une raison : le pétrole.

Longtemps le conflit se limita à la propagande, l'agression verbale, les pressions diverses, les coups de commando. L'Iran de Khomeyni tentant d'utiliser les chiites d'Irak, Bagdad soutenant les sunnites du Khouzistan. Puis on a laissé parler les armes. Et craignant de voir la route du pétrole coupée, l'Occident s'inquiète : près de 50 % du pétrole exporté transite par cette route.

Avant de démêler les raisons qui ont poussé l'Irak à lâcher ses troupes, tentons de comprendre les buts. Officiellement il s'agit de modifier le tracé de la frontière, fixé la dernière fois à Alger en 1975. Le Chatt el Arab avait alors été partagé selon une ligne médiane, chacun des deux pays contrôlant une rive. Aujourd'hui Bagdad, qui a abrogé le 17 septembre cet accord, a pris « la décision de récupérer tous (ses) territoires par la force. Les eaux du Chatt el Arab doivent retrouver leur ancien statut irakien et arabe ». Et dans la foulée l'Irak a demandé la restitution à la « souveraineté arabe » des trois îles (Abou Moussa, la grande et la petite Tomb) proches du détroit d'Ormuz.

S'il ne s'agissait que de cela il y a quelques chances pour que le conflit soit limité, dans l'espace et dans le temps, et qu'une négociation, réglée par les rapports de forces militaires, et les pressions diplomatiques, intervienne rapidement. Le succès de cette opération aurait aux yeux de Bagdad plusieurs avantages. Non seulement l'Irak récupérerait un peu de ce qu'il considère comme son espace national — tout comme l'Iran —, et, surtout, il s'affirmerait comme le nouveau gardien du Golfe. C'est déjà beaucoup. Mais est-ce suffisant pour déclencher un conflit ?

Car d'autres motifs peuvent être adjoints au premier. Tout d'abord la volonté des dirigeants irakiens d'ébranler le régime voisin, mieux, d'aider à mettre en selle une nouvelle équipe. Pour comprendre qu'un tel projet ait pu être envisagé, un peu d'histoire est nécessaire. Pour l'imam Khomeyni, le régime en place à Bagdad est « satanique ». Tout d'abord parce qu'il est laïque. Ce qui suffit à lui faire affirmer qu'il opprime les chiites irakiens. Puis, le souvenir compte aussi, l'imam n'a pas accepté le deuxième exil qui lui fut imposé, lorsqu'à quelques mois de la chute du chah le gouvernement irakien lui fit quitter Najfar, l'obligeant à s'installer à Neauphle-le-Château. Enfin, ce régime athée avait de bons rapports avec l'U.r.s.s., même si ces dernières années il a réprimé les communistes, et il s'ouvrait à l'Occident. Cela suffit à expliquer que dès son arrivée au pouvoir Khomeyni ait nommé comme ambassadeur à Bagdad un mollah, dont le rôle essentiel fut de tenter de fomenter des troubles en s'appuyant sur les chiites.



Bagdad rendit la monnaie de la pièce : son soutien aux sunnites du Khouzistan fut réel, et un asile fut offert aux différents exilés. C'est de Bagdad que les radios de Chapour Bakhtiar et du général Oveissy émettent. C'est en Irak que se sont réfugiés puis regroupés entre 20 et 30 000 militaires de l'armée du chah. Ils campent aujourd'hui à la frontière, disposant d'armes et désireux, semble-t-il, d'en découdre avec le régime iranien.

Mais le conflit entre Khomeyni et Bagdad ne se limite pas à ces aspects « locaux ». A l'exception de la Syrie et de la Libye — qui viennent de former une fédération, ce qui donne à l'Irak le sentiment d'être encerclé — l'ensemble des Etats arabes est loin d'apprécier les discours et les actes de l'imam de Qom : sa volonté de ne voir que le peuple musulman et non pas des peuples, divers, qui sont, de surcroît, musulmans, son mépris des frontières et des Etats, l'accent mis sur les déshérités, son refus des règles de la diplomatie, tout gêne — le mot est faible — les leaders arabes qui ont peur de la contagion. C'est ce qui explique son isolement actuel. Mais ne signifie en rien que les autres Etats arabes souhaitent une victoire irakienne. Car rares sont ceux qui accepteraient qu'un nouveau « gendarme » émerge.

Bagdad sait également que les deux Grands n'ont pas, eux non plus, de tendresse particulière pour la révolution islamique. C'est évident pour les Etats-Unis dont il est difficile de douter de la « neutralité ». Mais de son côté l'U.r.s.s. n'a pas apprécié que Téhéran soutienne les révoltés afghans, quelle ne puisse plus acheter du gaz pour alimenter ses républiques méridionales, que son commerce passe de sept à un. Et surtout qu'elle ne sache pas comment prévoir les évolutions de la politique iranienne. Même si elle est gênée par la situation, l'Irak lui semble être une carte plus fiable.

Dans ces conditions et compte tenu des réserves pétrolières constituées par les Etats consommateurs, les Irakiens savent qu'ils disposent d'un minimum de temps. Si le détroit d'Ormuz n'est pas bloqué et si les champs pétrolifères ne sont pas l'objet d'attaques massives, il n'y aura pas d'intervention extérieure : l'Irak et l'Iran pourront régler leurs comptes !

Or, Bagdad sait qu'aujourd'hui l'armée iranienne est incapable d'assurer une résistance conséquente. Sous le chah cette armée était puissante, mais elle n'était opérationnelle qu'avec l'appui des Etats-Unis. Depuis dix-huit mois ces derniers ne fournissent plus de pièces de rechange, leurs conseillers sont partis et l'armée iranienne a été décapitée. Ce qui n'est pas le cas des forces armées irakiennes. Pourtant celles-ci sont incapables d'occuper le pays. Mais Bagdad semble penser que dans l'état actuel de l'Iran, le contrôle de quelques points stratégiques lui suffira pour être maître de la situation.

Il est vrai que les tensions de la société iranienne sont intenses. Les minorités, religieuses et nationales, ont été réprimées, les laïcs, les nationalistes, l'extrême gauche — laïque ou religieuse — réduits au silence, les luttes de factions sont évidentes, la paralysie de l'économie et de l'Etat réelle. Et si le régime actuel correspond à une vive aspiration religieuse du peuple, l'omniprésence des mollahs alimente une ironie anticléricale à nouveau perceptible. Dans ces conditions on peut douter de la capacité du régime à susciter un sursaut national sans lequel il risque d'être condamné à brève échéance.

On n'en est pas encore là. Mais les bombardements, les « incursions en territoire ennemi » dans une des régions les plus sensibles du globe montrent que les périls sont réels, que la paix n'est encore qu'un espoir, et qu'un conflit somme toute secondaire — celui entre l'imam Khomeyni et le président Saddam Hussein — risque d'avoir des conséquences de première ampleur pour l'ensemble du monde. ●

(suite de la page 7)

contraignant que celui de 1952 (**Cf. tableau**).

La manœuvre ne manquait pas d'habileté. Elle tablait sur le fait qu'en période électorale, le S.p.d., favorable depuis toujours à l'extension du modèle de 1952 au reste de l'économie allemande, ne pouvait risquer un conflit d'envergure avec son partenaire au gouvernement, le Parti libéral, qui, lui, est depuis toujours l'adversaire impitoyable du modèle pratiqué dans les charbonnages et la sidérurgie. Le S.p.d. laissant faire, le modèle de 1952 disparaîtrait au profit du seul modèle adopté en 1976. La manœuvre tomba à plat. Le président du groupe parlementaire social-démocrate, Herbert Wehner, se posant tout de suite en champion de la cogestion de 1952, accusa Mannesmann de menacer la paix sociale en remettant en cause les fondements mêmes de la société ouest-allemande. Il faut rappeler ici qu'ayant après la guerre renoncé aux instruments de socialisation que sont la planification et les étatisations, et ayant accepté le principe de l'économie de marché, S.p.d. et syndicats attendent en retour des patrons que ceux-ci ne fassent pas opposition à la cogestion. Celle-ci est à leurs yeux le minimum auxquels ils peuvent prétendre. Aussi n'est-ce pas un hasard si dans le débat provoqué par l'affaire Mannesmann, le syndicat de la métallurgie, l'I.G. Metall, fait toujours référence à ce qu'on pourrait appeler le pacte de l'après-guerre.

Dans l'espoir de limiter les démontages et les effets de la décartélisation préconisée par la puissance d'occupation britannique, des chefs d'entreprise de la Ruhr s'étaient adressés en 1947 aux syndicats pour leur proposer de participer à la gestion de leurs entreprises. Des conseils de surveillance composés à parts égales de représentants du travail et de représentants des actionnaires avaient été mis en place dans plusieurs firmes du secteur charbon/acier, sous le contrôle d'un représentant britannique. Le directoire élu par ce conseil de surveillance comprenait trois membres dont l'un, le directeur du travail, devait avoir la confiance des syndicats. Lorsqu'en 1951 le retour au droit traditionnel allemand avait menacé cette conquête, les syndicats avaient appelé à la grève et c'est sous la pression de cette grève que le parlement fédéral avait été amené à voter une loi qui reprenait l'essentiel du modèle instauré par les Britanniques.

Cette rapide évocation historique vient nous rappeler ce que nul ne nie en R.f.a., du côté syndical comme du côté patronal : la cogestion a été introduite au prix de la renonciation à la socialisation. Mais c'était aussi une vieille revendication social-démocrate qui pose la question du pouvoir dans les entreprises. Même si chacun sait que la cogestion n'accouchera pas du socialisme, du moins peut-elle engager un processus de redistribution du pouvoir économique. C'est là tout le problème de la parité : l'égalité effective des voix entre représentants du travail et représentants du capital au conseil de surveillance pourrait faire en sorte qu'aucune décision ne soit prise dans l'entreprise sans l'accord des salariés. C'est dans cette perspective que les Jeunes socialistes, l'organisation de jeunesse du S.p.d., concevaient la cogestion authentiquement paritaire comme une première étape vers l'autogestion des travailleurs. Depuis 1978, le jugement du tribunal constitutionnel de Karlsruhe semble s'opposer cependant à une telle interprétation : la loi de 1976 pourrait bien n'être conforme à la constitution de la R.f .a. que parce qu'elle n'institue pas la parité entre les facteurs capital et travail, laissant le dernier mot en cas de conflit aux actionnaires réunis en assemblée générale.

DEUX MODÈLES DE COGESTION
(Composition des conseils de surveillance)

MODÈLE 1952 (Industries du charbon et de l'acier)		***MODÈLE 1976 (Sociétés de capitaux employant plus de 2 000 personnes)***	
Représentants du travail	***Représentants du capital***	***Représentants du travail***	***Représentants du capital***
2 travailleurs de l'entreprise		***4 travailleurs de l'entreprise dont 1 cadre supérieur***	
2 représentants des syndicats	***4 représentants des actionnaires***	***2 représentants des syndicats***	***6 représentants des actionnaires dont le président à voix prééminente***
1 représentant indépendant	***1 représentant indépendant***		
1 personnalité neutre élue en commun			

L'affaire des travailleurs

En remettant à plus tard les décisions à prendre sur la restructuration de Mannesmann, son président Overbeck a, au mois de septembre, fait machine arrière et dédramatisé le problème : ce n'était plus un thème électoral. Mais qu'est-ce que la cogestion signifie concrètement pour les travailleurs ouest-allemands ? Est-ce leur affaire, ou bien est-ce plutôt d'abord l'affaire des syndicats comme le sous-entendent les libéraux ?

On pourrait dire tout d'abord que les effets de la cogestion ne sont jamais directement positifs en ce sens qu'elle permet

avant tout d'éviter que des décisions patronales arbitraires n'engendrent des effets négatifs. La cogestion s'exerce au niveau du conseil de surveillance, dont la fonction la plus éminente est d'élire le directoire de l'entreprise et de contrôler son action. Cela permet aux représentants des travailleurs d'être au courant de la marche de l'entreprise : l'information circule. Les syndicats ouest-allemands s'enorgueillissent d'avoir évité à l'Allemagne fédérale une grave crise sociale lorsque dans le courant des années cinquante, il apparut qu'il allait falloir fermer de nombreuses mines, le charbon allemand craquant devant l'offensive du pétrole et les importations bon marché du charbon américain : grâce à la cogestion, ils purent mettre au point et faire appliquer un plan social à long terme sans licenciements. L'information préalable empêche le patronat de pratiquer la politique du fait accompli.

Les grèves sauvages de 1969 en R.f .a. sont aussi en partie le fait de la cogestion. Informés plus tôt que dans n'importe quelle autre entreprise des bénéfices considérables que le boom dans l'acier avait permis aux entreprises de réaliser depuis 1968, les travailleurs de la sidérurgie réclamèrent ce que leurs syndicats avaient omis de réclamer pour eux : des augmentations substantielles de salaires que les entreprises leur accordèrent le plus souvent sans trop renâcler, leurs carnets de commandes étant alors bien remplis.

A l'image du syndicalisme allemand

Mais il est un fait que la cogestion n'a de sens et n'est praticable que si elle s'établit par l'intermédiaire des organisations syndicales. Sinon elle laisserait une multiplicité de représentants du travail isolés et dispersés face au bloc organisé des actionnaires. Certes, il peut y avoir bureaucratisation et récupération, danger mesurable dans les années cinquante à l'évolution de ces directeurs du travail mis en place par les syndicats qui passèrent vite du bleu de travail au col blanc du manager. La cogestion est à l'image du syndicalisme ouest-allemand, c'est à la foie une force d'intégration et un pouvoir de contestation. Quelques chiffres permettront enfin de mesurer la véritable étendue d'un débat qui est bien souvent faussé en France : la cogestion de 1952 concerne 600 000 travailleurs répartis dans dix-huit entreprises, celle de 1976 s'applique à près de quatre millions de salariés travaillant dans six cents entreprises. Restent 12,5 millions de personnes qui travaillent dans des entreprises sans cogestion, la cogestion dite au tiers ne concernant qu'un dernier million de travailleurs. ●

Turquie: l'armée occupe le vide

La Turquie, "oreille" des Etats-Unis, voisine de l'U.r.s.s. et de l'Iran, glissait vers le vide politique. L'armée, la première de l'Otan, assume une périlleuse transition

PAR GILBERT SANS

ILS avaient prévenu : « Notre Nation ne peut tolérer plus longtemps ceux qui abusent des larges libertés prévues par la Constitution, qui chantent l'Internationale au lieu de notre hymne national, qui voudraient revenir à la loi islamique, qui voudraient remplacer la démocratie par le fascisme, l'anarchie, le séparatisme, la destruction et les divisions », déclarait au début de cette année, en guise d'avertissement, le général Evren, auteur du récent coup d'Etat militaire en Turquie. Un coup à gauche, un coup à droite... Au moins en apparence.

Premières mesures visant au « rétablissement » de la démocratie par les forces armées : instauration du couvre-feu dans les villes, dissolution de toute forme d'auto-organisation ouvrière, notamment de la Dïsk (centrale syndicale de gauche) et de dix fédérations d'orientation social-démocrate de la puissante Turk-Is, abrogation de la Constitution de 1960 (que le général Evren qualifiait pourtant de démocratique il y a seulement quelques mois), arrestations de nombreux parlementaires et hommes politiques dont — curieusement — trente et un députés de l'aile gauche du P.r.p. (Parti républicain du peuple, social-démocrate) et Bülent Ecevit lui-même, leader de ce parti. Ses organisations professionnelles (avocats, architectes, etc.), en général de gauche, ont également été dissoutes et les municipalités, souvent aux mains de militants du P.r.p., destituées.

Les attentats fascistes ont certes cessé mais les 50 000 travailleurs en lutte à travers le pays ont, contraints et forcés, repris le travail. Un traitement particulier semble réservé à certaines personnalités : ami et complice de Suleyman Demirel, chef du gouvernement de droite, le colonel Turkes, leader fasciste et instigateur de l'organisation terroriste des « Loups gris », s'est finalement volontairement livré à l'armée ; Necmettin Erbakan, dirigeant du Parti du salut national (islamique) dont l'influence allait croissante, est également gardé au secret.

On peut s'attendre dans les semaines à venir à des procès retentissants et, sans doute, à des condamnations sévères, voire exemplaires. Trois activistes de l'extrême gauche viennent déjà d'être condamnés à mort par un tribunal militaire. La Turquie semble toutefois — provisoirement ? — calme et la petite-bourgeoisie satisfaite du rétablissement de l'ordre. Les commerçants ne tremblent plus pour leurs tiroirs-caisses. On ne chante plus l'Internationale dans les meetings syndicaux : il n'y a plus de meeting. La majorité silencieuse respire : inutile de taire un certain acquiescement au coup d'Etat de la part de larges fractions de la population. Nullement interdite, la Fédération patronale exprime, quant à elle, ouvertement son contentement.

Les raisons du coup militaire... Les attentats et réglements de compte d'une extrême droite fasciste surarmée et d'une prétendue extrême gauche, sans aucun lien avec le peuple, ont causé plus de 2 000 victimes depuis le début de l'année. La menace du terrorisme planait, persistante et insistante, mettant en cause la stabilité du pays et de la région. La Turquie était à genoux. L'armée ne pouvait tolérer plus longtemps une telle situation ; les Etats-Unis et la C.i.a. non plus. Doit-on tirer quelque enseignement du fait que l'annonce du coup militaire ait été donnée par le Département d'Etat avant même de l'être par ses propres acteurs ?

L'inflation était pour le dernier exercice chiffrée à plus de 70 %, entraînant une diminution réelle des salaires de près de 20 %. Enfin certains observateurs pensent que la tenue, une semaine avant le putsch, d'une manifestation populaire géante du Parti du salut national, au cours de laquelle furent scandés des slogans en arabe, aurait décidé l'armée à précipiter son intervention. L'état-major turc a-t-il voulu prévenir le danger possible d'une coalition parlementaire entre le P.r.p. du Bülent Ecevit et le P.s.n. de Necmettin Erbakan ? On sait que le 23 août dernier une motion de censure, commune à ces deux partis, contre le ministre des Affaires étrangères, obtenait 231 voix sur 450 : la majorité. Contradictoirement, l'inspiration religieuse du Parti du salut national, difficilement qualifiable de progressiste, se double d'une certaine ligne anti-impérialiste. En Turquie, bastion avancé de l'Otan, cela signifie quelque chose.

Première de l'Organisation atlantique, l'armée turque compte près de 600 000 hommes dont la moitié de simples appelés, auxquels viennent s'ajouter une force de 120 000 gendarmes. Le budget 1980 du ministère de la Défense s'élève à 2 milliards et demi de dollars. Elle constitue également le premier grand groupe industriel du pays et le général Evren annonce déjà la création d'un véritable secteur d'industrie d'armement moderne avec l'aide de capitaux privés.

Le rôle stabilisant des forces armées dans le tiers monde est devenu un phénomène banal. Dans ces pays, il est souvent prudent d'attendre quelques jours avant de déterminer si une intervention militaire constitue un coup de droite ou un coup de gauche. Héritière d'Atatürck, l'armée turque peut d'abord se définir comme professionnelle, anti-marxiste, farouchement laïque et pro-occidentale. Kenan Evren a sans doute eu peur d'une contagion à l'iranienne, susceptible de remettre en cause les structures de l'Etat et les alliances du pays. D'où la fermeture immédiate de la frontière irano-turque.

Elément significatif, sinon déterminant, pour l'avenir : c'est l'armée turque dans son ensemble qui a opéré ; l'armée toute entière et non pas telle ou telle unité, tel ou tel colonel. En ce sens le coup d'Etat prévient également les risques grandissants de division au sein des forces armées entre les « légalistes » et la tendance fasciste, fortement implantée. Un coup peut quelquefois en cacher un autre. Celui-ci satisfait à la logique terroriste fascite : le parlement est dissous, le mouvement ouvrier interdit. Mais des activistes d'extrême droite aussi connaissent la prison.

Le nouveau pouvoir militaire en Turquie ne résoudra sans doute pas non plus le problème kurde. L'armée craint par dessus tout ce qu'elle nomme le « séparatisme ». Globalement l'armée est anti-kurde, tandis que sa propre aile droite prône une espèce de « solution finale » à l'arménienne. Les Kurdes et le Kurdistan représentent un tiers du territoire national et plus de douze millions d'individus. Ils sont socialement et culturellement surexploités, considérés généralement comme des citoyens de seconde zone. Plus de 60 % de la population kurde est encore analphabète.

Pays des deux péninsules, 48 millions d'habitants, la Turquie constitue « l'oreille » privilégiée des Etats-Unis aux frontières même de l'Union soviétique. Les bases militaires— U.s. et O.t.a.n. — quadrillent le pays faisant de celui-ci un enjeu géographique, politique et stratégique irremplaçable. Le relatif silence de la diplomatie soviétique ces derniers jours n'en est que plus surprenant... Liée à l'Europe par un accord d'association, la Turquie se voit internationalement tenue au respect des libertés publiques et démocratiques, condition nécessaire à sa future intégration. L'aide économique de l'Europe dépasse aujourd'hui celle des Etats-Unis ce qui d'une certaine manière pourrait aider à lier les mains des militaires.

« Le Parti socialiste condamne la suppression des institutions démocratiques et redit sa conviction que le recours à la répression ne pourra en aucun cas résoudre les graves problèmes auxquels le pays est confronté. Il entend lutter pour la restauration des libertés dans ce pays », déclarait Lionel Jospin, au nom du P.s., dès l'annonce des événements.

L'armée assume aujourd'hui une transition périlleuse. Paralysé, l'ancien système parlementaire agonise, victime de son inefficacité dans la lutte contre le terrorisme comme de ses dissensions « politiciennes ». Les réformes constitutionnelles envisagées par le nouveau gouvernement, récemment nommé, par les militaires, donneront sans doute le jour à un régime plus présidentiel.

A Istanbul et Ankara une priorité demeure : affirmer l'exigence irrévocable du droit à l'organisation et à la liberté d'expression. Il n'est pas de liberté sans les libertés ouvrières et populaires. ●

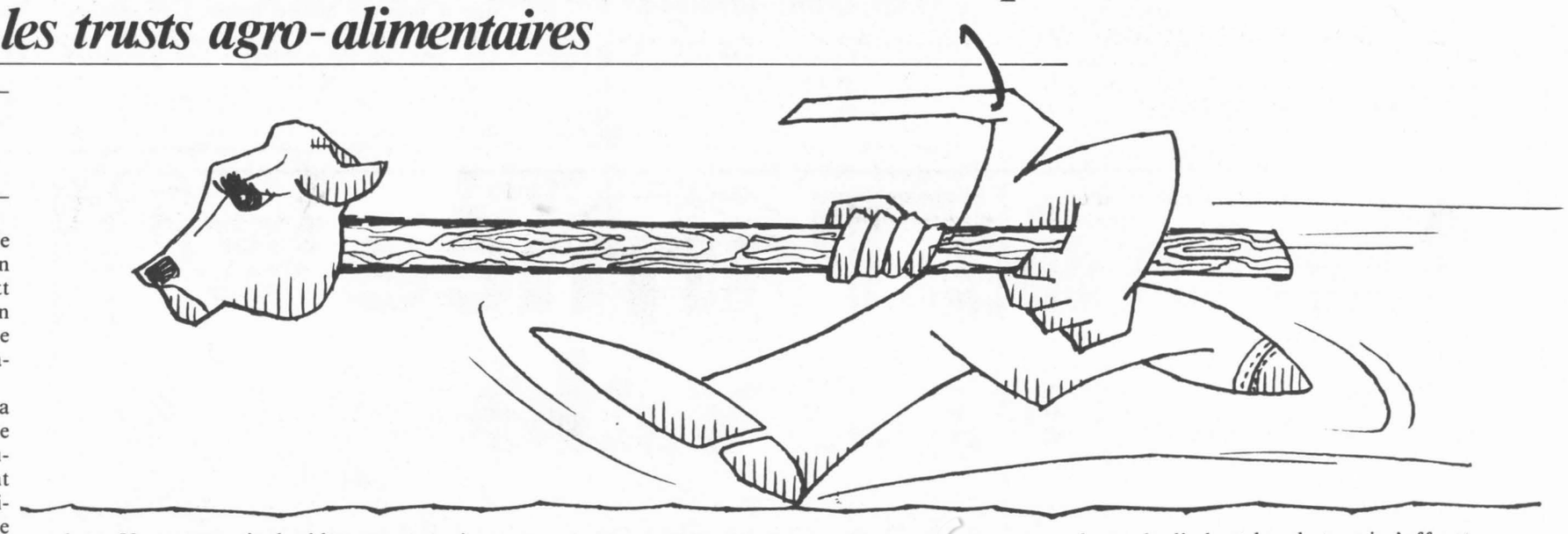


Sygma

Attention: un veau peut cacher un bœuf...

Le boycott - très suivi - contre la viande de veau a d'autres alliés que les consommateurs: les trusts agro-alimentaires

PAR CHRISTINE COTTIN
ET FREDERIQUE
DE GRAVELAINE



LE veau va-t-il devenir le serpent de mer des scandales alimentaires ? En tout cas, il y a boycott. Un boycott qui marche : 40 % de veaux abattus en moins, une semaine après le mot d'ordre lancé par l'Union fédérale des consommateurs (U.f.c.-Que choisir ?).

Dans son numéro de la mi-septembre la revue accuse : la viande de veau proposée aux consommateurs français est de mauvaise qualité, trop chère, « potentiellement dangereuse pour la santé ». Et ce, en raison des œstrogènes et des anabolisants que les élevages continuent à utiliser malgré leur interdiction par la loi Ceyrac de 1976. Une loi pour le moins inopérante : deux cent trente dossiers déposés au Parquet en à peine plus d'un an. En attente jusqu'à quand ?

Dans toute cette affaire, premier fait remarquable : pour une fois, en France les consommateurs suivent une consigne. Ils boudent les escalopes. Les bouchers parisiens, dans leur ensemble, le confirment. « La première semaine du boycott, explique un boucher du IXe arrondissement, j'ai failli me garder sur les bras les trente kilos de veau que j'écoule, normalement, en un week-end. » Et les premiers analystes d'en tirer force conclusion sur l'émergence — enfin ! — du pouvoir des consommateurs en France.

Encore faut-il y regarder de plus près. C'est vrai : le rôti ou l'escalope qui fondent dans la poêle mais pas dans la bouche exaspèrent depuis longtemps les Français. D'autant que cette viande blanche, toujours chère, garde son image de produit de luxe. Une tromperie doublement ressentie.

Cela dit, même si les slogans écologistes gagnent du terrain, il ne faut pas en conclure que n'importe quel boycott alimentaire aurait marché. Le veau est une cible idéale. Certes sa consommation s'est considérablement accrue en vingt ans. Mais elle n'en représente pas moins un produit secondaire dans l'alimentation des Français : 7,3 kg de veau par an et par personne, en moyenne, contre près de 25 kg de bœuf.

Les acheteurs peuvent facilement se rabattre sur d'autres viandes.

Le boycott a d'autre alliés, moins visibles mais largement aussi efficaces : les trusts agro-alimentaires. Quatre-vingts pour cent de l'élevage des veaux sont tenus par les fabricants d'aliments du bétail, de produits pharmaceutiques et vétérinaires. Les exploitants agricoles commencent par vendre à ces trusts le lait. Puis, avec les prêts qu'ils obtiennent grâce à eux, ils s'équipent, leur achètent les jeunes veaux, les produits vétérinaires et la poudre de lait enrichi. Ce sont ces mêmes trusts qui rachètent les veaux engraissés. Et fixent les cours. La boucle est bouclée et les éleveurs cernés par des marges bénéficiaires dérisoires.

Grâce au boycott, les industries agro-alimentaires ont un but : faire baisser le cours des veaux d'une semaine de 800 à 500 F. D'un autre côté s'ils pouvaient profiter de la panique des éleveurs, pris à la gorge pour faire réformer la foi de 1976, ils y gagneraient sur tous les tableaux.

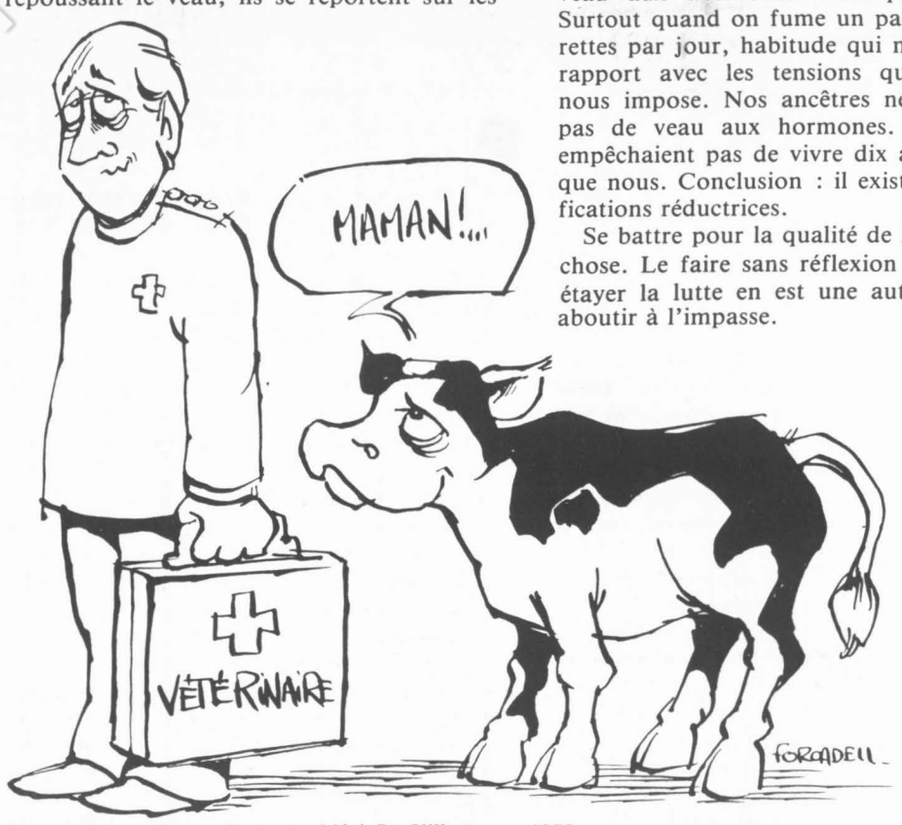
Les Paysans-travailleurs, organisation dissidente du syndicalisme agricole, ont toujours dénoncé ce type d'exploitation. « Actuellement, à cause des différentes primes alouées à l'industrie, affirme Denis Gaboriau, la Communauté européenne économiserait quatre milliards de francs lourds par an en revenant au système d'allaitement des veaux sous la mère. Sans parler des économies d'énergie ». Ce dossier préparé depuis des mois par cette organisation, aujourd'hui, lui échappe. Sans doute à cause d'une certaine hâte de la revue « Que choisir ? » à faire un bon coup dont, manifestement, les conséquences la dépassent. Des abattoirs sont mis au chômage technique. Les éleveurs doivent reprendre leurs bêtes invendues, avec une certitude : les veaux « poussés » ne peuvent vivre au-delà de cent quarante jours.

Des raisons suffisantes pour expliquer la prudence des autres organisations de consommateurs. La Confédération syndicale du cadre de vie menace, mais n'appelle pas, pour le moment, au boycott.

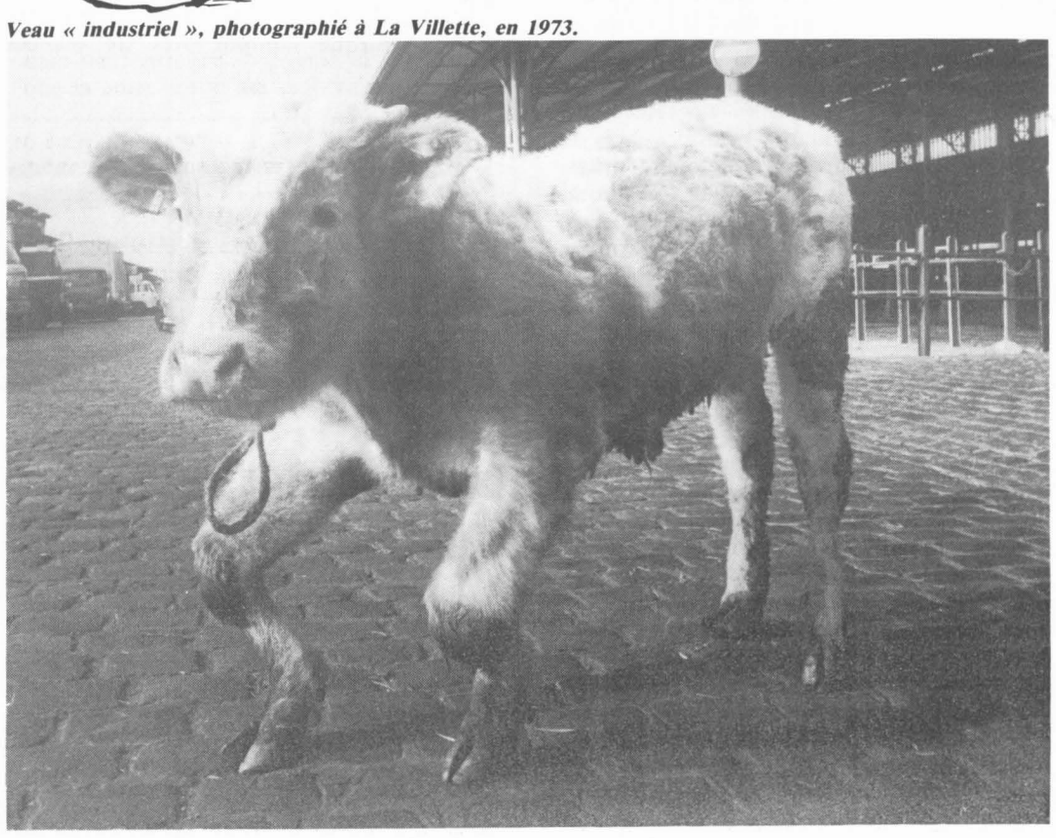
Les premières — et peut-être même les seules — victimes de cette campagne sont d'ores et déjà les éleveurs. Alors que le ministère, à peine attaqué, se contente d'admettre que la loi de 1976, non appliquée, doit être réformée en accord avec une législation européenne à définir. En attendant, il confie à un aéropage de scientifiques dévoués le soin d'affirmer que les œstrogènes « naturels » ne sont pas nocifs parce que non assimilables quand ils sont absorbés par voie buccale. Par opposition aux œstrogènes « artificiels ». Une argumentation spécieuse dénoncée par les socialistes depuis longtemps. Une proposition de résolution dans ce sens vient d'être déposée au Parlement européen par Edith Cresson et Yvette Roudy, entre autres.

Dans cette affaire, il ne suffit pas d'attaquer les anabolisants, dont les hormones ne sont qu'une partie. Ces substances, qui permettent de produire plus de viande pour une même quantité d'aliment, sont indispensables à l'élevage industriel tel qu'il est conçu aujourd'hui. La mauvaise qualité de la viande de veau est due, aussi, au processus moderne de production. Immobiles, dans le noir, les bêtes ne voient la lumière du jour qu'avant d'être abattues. Elles subissent alors un stress qui se répercute sur leurs cellules et donc sur la qualité de la viande.

De toute façon, ce qui est vrai pour le veau l'est aussi pour tout élevage industriel. Ce que, manifestement, la majorité des Français semble ignorer. Pour preuve : repoussant le veau, ils se reportent sur les escalopes de dinde et les abats qui n'offrent pas plus de garantie de qualité. Davantage fondé sur la lassitude de conditions de vie trafiquées que sur une prise de conscience réelle, le refus des consommateurs n'en sera pas moins exploité.



Veau « industriel », photographié à La Villette, en 1973.



Par le gouvernement qui se réjouit de voir s'opposer deux catégories de citoyens aussi malmenés : les salariés-consommateurs contre les éleveurs, perçus comme ceux qui trafiquent pour s'en mettre plein les poches.

Par les fabricants de produits « naturels », qui n'hésitent pas à mettre la nature hors de prix.

Et par tous ceux qui, jouant sur l'aspiration à une meilleure qualité de la vie, ne rappellent pas que de cesser de manger du veau aux hormones n'est pas suffisant. Surtout quand on fume un paquet de cigarettes par jour, habitude qui n'est pas sans rapport avec les tensions que la société nous impose. Nos ancêtres ne mangeaient pas de veau aux hormones. Cela ne les empêchaient pas de vivre dix ans de moins que nous. Conclusion : il existe des simplifications réductrices.

Se battre pour la qualité de la vie est une chose. Le faire sans réflexion globale pour étayer la lutte en est une autre. Qui peut aboutir à l'impasse. ●

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 080. **Commune banlieue parisienne (50 000 hts) recherche d'urgence un gestionnaire des restaurants municipaux (3 200 repas/jour). Expérience similaire souhaitée. Rémunération de début : 5 300 F. Ecrire au journal qui transmettra.**

Réf. 073. Organisme économique départemental (région centre) cherche collaborateur (trice) chargé(e) de l'implantation et du développement des entreprises. Bonnes connaissances en droit et gestion des entreprises - Personne de contacts, expérience souhaitée. Envoyer C.V. au journal qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOI

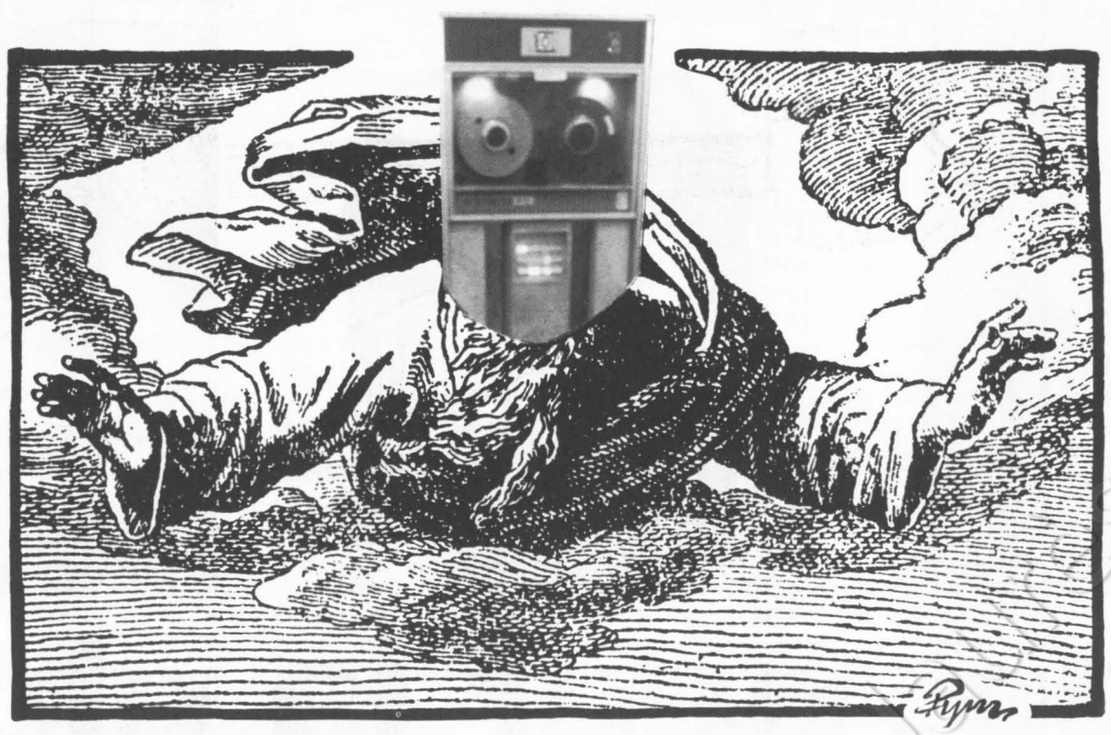
Réf. 078. Homme, 48 ans, marié, 4 enfants, recherche emploi jardinier ou gardien avec logement, militant socialiste, disponible le 1er octobre 1980, faire offre d'urgence au journal qui transmettra.

Réf. 079. Jeune femme, 26 ans, commis en Ddass (service Aide Sociale) puis en Drass (Service Assurance vieillesse). Cherche emploi dans Service social dans banlieue nord Paris. Tél : 823.63.42.

Ordinateur : la solution terminale...

L'ordinateur, chance pour la démocratie ou instrument de flicage ? Le débat est désormais permanent

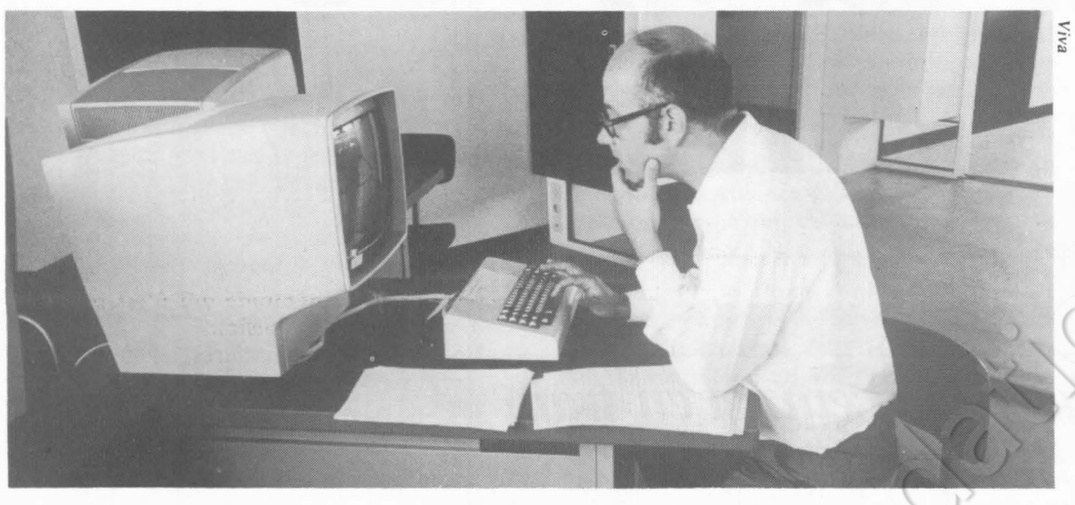
PAR FRÉDÉRIQUE DE GRAVELAINE



AUJOURD'HUI, des milliers d'ordinateurs investissent le moindre recoin de l'activité humaine. Ils savent jouer aux échecs, programmer une machine à laver, réserver des places dans un train... Et emmagasiner toujours plus de données sur des espaces de plus en plus réduits, de moins en moins encombrants, des cassettes, des disques.

Passé l'âge des monstres de plusieurs tonnes, l'informatique transistorisée et miniaturisée s'est facilement infiltrée dans notre quotidien. Alors pourquoi fait-elle si peur ? Pourquoi des kilos de rapports et d'articles de presse s'interrogent-ils sur ses dangers pour la liberté ? Pourquoi les débats organisés pendant le Sicob et la semaine de la Convention informatique 1980 tournent-ils autour du thème « L'homme terminal ou la société en miettes » ?

L'ordinateur laisse peu d'indifférents. Ceux qui travaillent avec lui s'extasient souvent devant les mérites de cet outil parfaitement logique qui fait exactement ce qu'on lui ordonne. Pour les petits et grands enfants amoureux des robots de la « Guerre des Etoiles », fascinés par les jeux nouveaux qui s'inscrivent sur leur écran de télévision, l'ordinateur est tout simplement un gadget marrant, excitant, rassurant.



Viva

Pourtant, le même outil peut se parer des couleurs les plus inquiétantes, muer en monstre terrifiant. Alors, voilà les centres informatiques de différentes grandes sociétés victimes d'attentats à la bombe. Ou bien les étudiants de Jussieu, pourtant scientifiques, menaçant d'aller jeter des pavés dans la calculatrice, au centre, au cœur de la faculté, symbole de puissance protégée de verre. Menaces jamais mises à exécution. Comme si toucher, meurtrir ce nouvel arbre de la connaissance était un péché.

Tout blanc ou tout noir

On nous répète malgré tout à longueur de publicité — c'est le thème central du Sicob 1980 — que se servir d'un ordinateur est déjà presque aussi facile qu'utiliser une machine à écrire ou un téléphone. D'ailleurs, ça ne prend pas plus de place. Fini le temps de la lourdeur et de la centralisation, l'informatique est devenue une technique douce. Témoin, ce millier d'ordinateurs individuels vendus tous les mois en France dont près du tiers coûtent moins de 10 000 F et dont les fanas se regroupent en clubs : déjà cent quinze sur le territoire national.

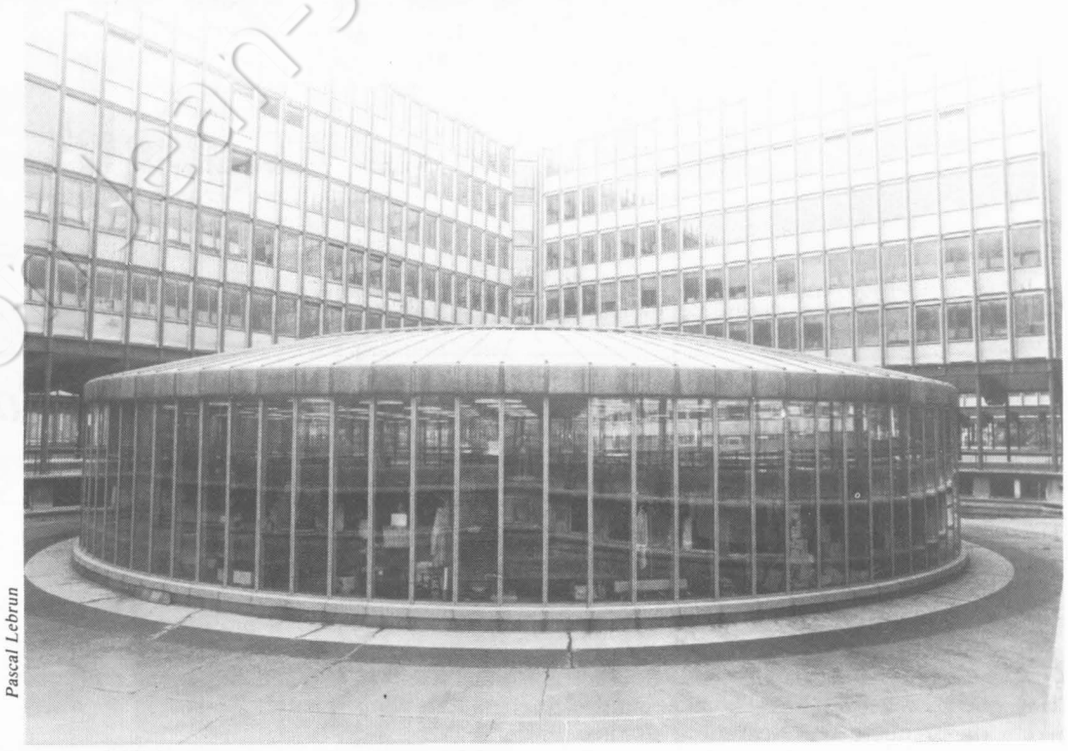
Expansion spectaculaire qui présente un double intérêt pour les fabricants, développer de nouveaux marchés tout en apprivoisant les réticents : le cadre muni du dernier gadget électronique acceptera mieux l'ordinateur, qui ne saurait manquer de bouleverser son travail lorsqu'il sera introduit dans son entreprise.

Tout blanc ou tout noir, l'ordinateur ? A écouter ses défenseurs et ses détracteurs, on en perd son latin. Est-ce bien le même outil, présenté par les uns comme libérateur, par les autres comme oppresseur ? D'un côté, l'ordinateur libère la femme dans sa cuisine, limite le temps de travail, réduit les tâches répétitives, parfait le bien-être. A y regarder de plus près, le tableau perd ses teintes idylliques.

Les patrons des Mutuelles Unies, en informatisant brutalement leurs services, ont annoncé une nouvelle organisation du travail, placée sous le signe de la polyvalence avec regroupement en de petites unités productives interchangeables. En fait de polyvalence, seul le travail déqualifié était partagé. « Quand nous demandons à partager aussi les tâches qualifiées, les patrons ne marchent pas parce que cela impliquerait une politique de réelle formation du personnel », raconte Dominique, militante C.f.d.t. aux Mutuelles Unies.

A la Llyod de Toulouse, les travailleuses ont, elles, réussi à imposer une répartition plus égalitaire, après cinq semaines de grève avec occupation. Grâce à quoi elles se sont ensuite battues pour avoir la même classification et le même salaire. A condition de contrôler sévèrement son utilisation, l'ordinateur peut donc effectivement permettre de s'attaquer à l'éternelle division entre travaux de conception et d'exécution. Mais dans la majorité des cas, il n'apporte à ses serviteurs des classes les plus défavorisées qu'esclavage supplémentaire pendant que se crée une nouvelle élite.

Et ce pour une raison simple : les vendeurs d'ordinateurs insistent pour convaincre les chefs d'entreprise sur les gains de productivité que l'ordinateur peut apporter : une poignée d'hommes suffit à s'occuper d'une machine qui remplace des dizaines d'employés. Ces heureux élus sont donc seuls à bénéficier d'une formation. Les autres, dactylos transformées en opératrices, perdent leurs yeux et leurs nerfs devant leurs terminaux. Les syndicats voudraient imposer un temps d'utilisation quotidienne maximum de quatre heures entrecoupées de pauses. Mais l'heure n'est pas aux cadeaux patronaux. De même, les négociations sur la durée du travail n'ont rien apporté de positif alors que l'ordinateur permet des économies de temps considérables dont seule la productivité bénéficie. Rien de neuf sous le ciel capitaliste : depuis un siècle, la durée du temps de travail n'a baissé que de 30 % alors que six heures suffisent aujourd'hui pour produire ce qui en nécessitait alors une soixantaine !



Pascal Lebrun

La calculatrice à Jussieu.

L'informatique permet aussi aux patrons de contrôler ce que font ses employés, de réduire l'absentéisme en donnant l'illusion d'une plus grande liberté avec les horaires mobiles. Mais grâce aux badges dont chacun doit être porteur, allées et venues, heures de départ et d'arrivée sont rigoureusement enregistrées.

Monts et merveilles

Alors, l'ordinateur, chance pour la démocratie ou instrument de flicage ? La première maison totalement informatisée, en Belgique, fait frémir le visiteur : les abords en sont perpétuellement surveillés et l'intérieur sous contrôle des caméras. Finie, l'intimité, les bêtises tranquilles que les enfants font dans leur chambre. Voyeurisme parental et surprotection... L'ordinateur à domicile dont on nous promet monts et merveilles pour très bientôt se présente ainsi comme fort dangereux. Car en échange des informations et des aides qu'il va nous dispenser, il peut aussi affiner le contrôle social. Surtout grâce aux fichiers qu'il tient sans difficulté. Il suffit de glisser dans son programme quelques considérations normalisatrices et le tour est joué : d'un côté les bons citoyens qui entrent dans les statistiques sans se faire remarquer, de l'autre, les marginaux. Exemple, le programme Gamin (Gestion automatisée de la médecine infantile), qui regroupe dès la naissance tous les renseignements en possession des médecins. Si un enfant a une malformation, est né prématurément ou si ses parents sont pauvres, immigrés, étudiants, célibataires, le voilà classé « à risques » et tout spécialement surveillé.

Certes, la Gestapo ne bénéficiait pas du secours de l'informatique et n'en était pas moins efficace pour autant. Mais pourquoi les premières polices équipées par I.b.m. sont-elles précisément celles du Brésil, du Chili, de l'Argentine ?

Bien des défenseurs de l'informatique répondent que l'ordinateur est un outil neutre qu'il suffit de contrôler en lui appliquant une déontologie précise. Alors que ses bienfaits potentiels sont beaucoup plus importants que ses dangers plus ou moins imaginaires. Ainsi de la démocratie : pour Michel Pinton, député U.d.f. président de la commission Informatique et Libertés, « ce qui aide la démocratie, c'est l'accès à une masse d'informations et à la possibilité de la traiter ».

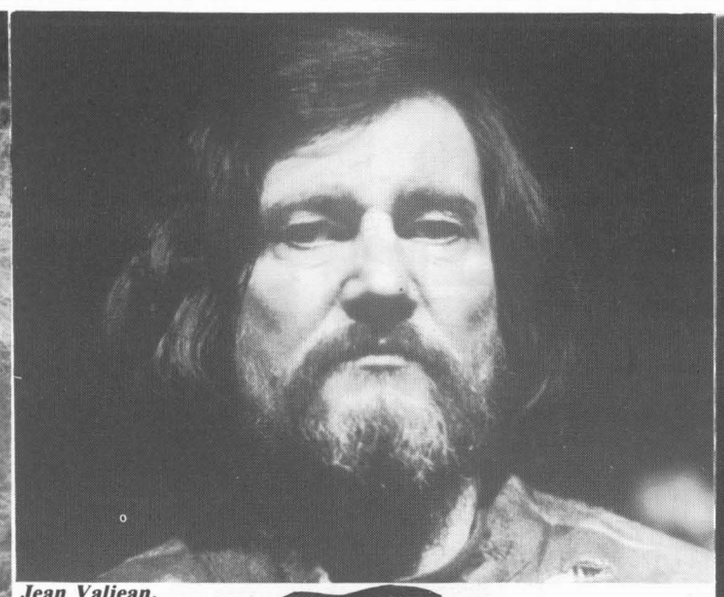
Confondre la quantité de renseignements et la qualité des informations mises à la disposition des usagers, voilà un curieux glissement de sens. L'ordinateur appauvrit justement le sens puisqu'il ne traite l'information qu'au niveau du signe, en la codifiant et peut-être même en la déformant. Il dispense des contacts directs entre les hommes, économisant l'énergie, le temps, les efforts, mais que deviennent les rapports humains ? « Nous ne disons pas ce que nous savons mais ce que nous sommes, commente Edgar Pisani. Je crains qu'en privilégiant les messages de connaissance se perdent les messages de solidarité. »

Pour éviter la démocratie presse-bouton, il faudrait que l'ordinateur entre au service de l'usager en l'écoutant sans le contrôler, en répercutant ses messages sans les tronquer, en lui transmettant les informations sans les trahir. Aujourd'hui, l'outil peut aussi bien accroître la centralisation qu'atomiser les individus, réduire les normes à quelques données statistiques ou au contraire les multiplier... Tout dépend du cadre dans lequel cette technologie est introduite, quelle société accueille le monstre sacré. De ce point de vue, la démocratie par l'informatique semble plutôt mal partie. Sans préjuger des retours de bâton. L'ordinateur, symbole de nos angoisses et de nos espoirs en la société future, va plus que jamais être au cœur du débat sur une mutation sociale qui échappe au plus grand nombre mais qu'il est encore possible de contrôler. ●

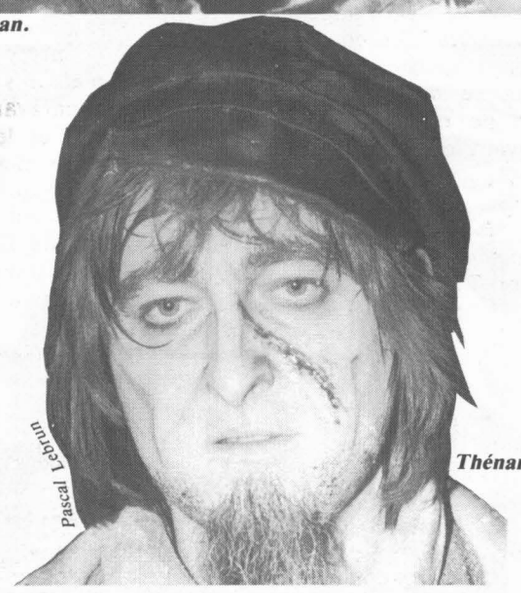


Fantine.

Sygma

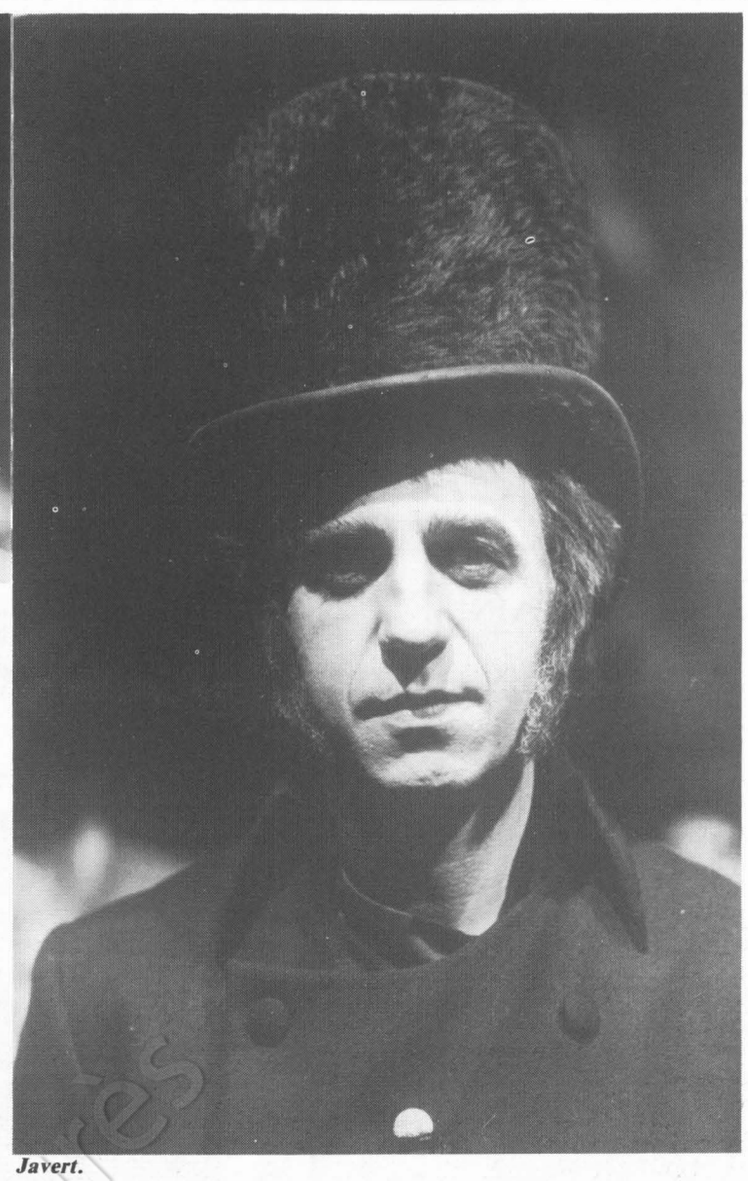


Jean Valjean.



Pascal Lebrun

Thénardier.



Javert.

Hugo, pour la gloire et pour le bonheur

Avec ses "Misérables", Robert Hossein est en train de transformer Paris en Broadway-sur-Seine

PAR JEAN PAUL LIEGEOIS

AU sud, du nouveau. Au sud de Paris. La fièvre monte dans les alentours du Palais des Sports. Dans quelques heures, ce sera la « couturière » (la première représentation, donnée devant un public essentiellement composé d'amis et de gens du métier) des « Misérables » de Victor Hugo, version scénique 1980 (1). Une version revue, rêvée, éclairée, bousculée et « spectacularisée » par Robert Hossein. Une version « en chanté », signée par le musicien Claude-Michel Schönberg et les faiseurs de rimes Alain Boublil et Jean-Marc Natel. Mais que seraient devenus ces textes et cette musique sans la folie personnelle du dernier aventurier contemporain de la scène française : Robert Hossein ? Ils seraient restés dans un tiroir. Au mieux, ils seraient devenus vinyl (2) : trente-trois tours et puis s'oublient... Mais il y a eu Hossein, son audace, son goût du risque et son atmosphère.

Ça va barder

Atmosphère ? — Mais oui, chère Arletty. Aujourd'hui, ça sent la poudre du côté de la porte de Versailles. Il y a comme de l'électricité dans l'air. Les cerbères du Palais des Sports sont encore plus bêtes et disciplinés qu'à l'habitude. Ils vous fouillent du regard comme si vous transportiez un char AMX dans une poche et un cuirassé Potemkine dans l'autre. On a dû leur dire que, comme à chaque fois, Hossein risquait de se faire « descendre ». Et ils ont pris ça au pied de la lettre... Hossein, en ce moment, inutile de le protéger : personne n'oserait l'aborder. Il est en furie. Qu'est ce qui n'a pas marché pendant la dernière répétition qui vient de s'achever ? Allez donc savoir ! Il traverse le boulevard et fonce sur le bistrot d'en face où il sait qu'il va trouver l'essentiel de sa troupe. Ça va barder.

Ça ne barde pas vraiment. Parce que cette gueule d'apache est un doux qui aime séduire, étonner, amuser, étreindre. Aimer et être aimé, quoi ! Il pratique plus volontiers l'accolade que l'estocade. Il fait le beau. Il fait la pute. Et ça marche ! Et tout le monde fond, écoute. Hossein et ses disciples : une icône ! Une scène du Nouveau Testament ! Doit bien y avoir un Judas qui traîne dans le coin... « Bon ça va, qu'il fait Hossein, mais comme disait Vilar... » Derrière le numéro, une émotion vraie : le cinoche, c'est peut-être la vraie nature de Monsieur Robert. « Je suis un serviteur, pas un valet ; c'est une importante nuance ! » On s'en serait douté. Avait-il besoin de la préciser ? Tout le monde le sait : Hossein brûle de passion pour le spectacle. Pour Madame-le-spectacle, sa première maîtresse et sa dernière demeure. Chaque jour il embarque pour Cythère,



Pascal Lebrun

Robert Hossein et ses comédiens.

chaque jour il descend au tombeau. Un martyr heureux, ça peut exister. J'en ai rencontré un : Robert Hossein, bourreau de ses comédiens, de ses chanteurs et de ses techniciens. Ce qui se passe avec lui doit encore faire plus marrer le marquis de Sade que le père Hugo : Hossein, tous ceux qui travaillent avec lui l'adorent. Sont vraiment fous ces saltimbanques !

Un pognon fou

Partout, on va tout dire de ces « Misérables ». Qu'il s'agit à la fois d'un opéra et d'un scénario de cinéma. Que le coup de plume du « cher petit Toto » de Juliette Drouet est toujours d'une brûlante actualité. Qu'Hossein a trouvé un souffle à sa démesure. Qu'il montre des images comme d'autres des ours. Que tout ça, ça coûte un pognon fou. Que le milliard et demi d'anciens francs avoué par le directeur de l'Alap (Agence littéraire et artistique parisienne) est sans doute en dessous de la vérité. Mais que la culbute financière est presque assurée parce qu'Europe 1 est dans l'affaire et que ça va matraquer sec tous azimuts, toutes ondes dehors.



Pascal Lebrun

Cosette.

On va tout dire. On va compter les comédiens, les musiciens, les chanteurs. On va faire des statistiques, des moyennes des fréquentations. On va cerner le monstre : « les costumes sont de Sylvie Poulet, les éclairages de Robert Hossein... » Petite musique d'ennui. On va en appeler à Baudelaire qui trouvait déjà de la « trivialité » dans l'œuvre d'Hugo. Les pets de travers vont sonner la charge des pisse-copie et des pisse-froid. Les comparaisons amères vont servir d'alibis aux gens de peu d'imagination. L'arrivée quotidienne des cars de collectivités va faire grincer les dents de quelques vestiges souffreteux de la réaction, du dernier carré de l'absolutisme culturel. On va tout dire. Même des conneries. On va tout sortir. Même des couronnes de lauriers fanés. On va découvrir la lune. On va être triste et jaloux à longueur de colonnes. On va cirer des godasses à longueur d'antenne. Peur chez les naïfs et panique chez les snobs. On va passer le plaisir du public par-dessus les collines. On va oublier la générosité de ce diable d'Hossein. On va dire et écrire n'importe quoi.

On va tout dire. On va trop dire. Et on risque de passer à côté de l'essentiel : la rencontre entre une forme d'expression artistique moderne (la comédie musicale) et un monument de la littérature « classique » (un roman de Victor Hugo). Parce que Robert Hossein a beau se cacher derrière les mots, ne parler officiellement que de « drame chanté » ou de « plaidoyer philharmonique ou encore de « désespoir musical », il ne trompe personne. Si les « Misérables » marchent, c'est bel et bien un genre nouveau qui sera né : la comédie musicale à la française. Une naissance qui pourrait bousculer bien des habitudes chez le public. Qui a déjà commencé à le faire chez les professionnels du spectacle.

Bruits de coulisse. Enfin, bruits de terrasse... En France, les foyers d'artistes sont toujours déserts. Ces gens-là, je vous le dis, ne vivent que dans les bars et les restaurants. Si vous voulez les trouver, seulement deux solutions : un zinc ou un couvert. Ça boit, ça mange (pas vous ?) et pendant ce temps-là on discute. A table ! Bon appétit, messieurs, ô artistes intègres ! Le coup de fourchette n'a jamais empêché le coup d'œil. Un artiste qui se sustente, c'est quand même capable de réfléchir. Ainsi d'Yvan Dautin, ci-devant chanteur, et de Maurice Barrier, comédien de son état. Ils galèrent pour Hossein. Et manifestement ça les creuse !

Yvan Dautin joue le rôle du « mauvais » Thénardier et Maurice Barrier campe le « bon » Jean Valjean. Jusqu'à maintenant, Dautin n'était jamais monté sur une scène autrement que pour y donner ses propres récitals, pour y chanter ses petites chansons. De son côté, Barrier avait certes chanté quelques refrains dans des pièces, notamment dans une version de « l'Opéra de Quat'sous » de Brecht, montée par Guy Rétoré au Théâtre de l'Est parisien et qui a tourné dans de nombreux pays ; mais de là à chanter en scène pendant plus de deux heures, de là à ne faire que ça... Ni Dautin ni Barrier n'étaient préparés à ce qui vient de leur arriver. Comment l'ont-ils vécu ?

Donc, au départ de l'entreprise, avant même qu'il soit certain qu'Hossein « se charge du bébé », un album a été enregistré. On était en février-mars 1980. Adamo, Michel Sardou et Michel Delpech, entre autres, ont participé à l'opération disque. Yvan Dautin aussi. Il n'a pas été vraiment surpris, en mai 1980, quand, sa décision prise, Robert Hossein l'a convoqué : « Dès le studio d'enregistrement, raconte-t-il, j'avais pensé à la scène. J'ai accepté de prendre le risque, de faire ce que je n'avais jamais fait, parce que le terrain me semblait solide. D'abord, je connaissais Hossein, j'avais même écrit une chanson pour son spectacle « Potemkine ». Ensuite, les musiques et les textes proposés m'ont semblé tout à fait bien ficelés. Enfin et surtout, il y avait Hugo et la force de ses personnages quasi mythiques, qu'il était impossible de gommer. Il n'y avait aucune chance de tomber dans le côté « boullie pour les chats ». J'ai donc foncé. En sachant parfaitement que je donnais tête première dans l'inconnu. »

Des gammes, toujours des gammes

D'aucuns prétendent qu'un chanteur est forcément comédien et que tenir un rôle dans une comédie musicale ne doit pas vraiment le changer. « Erreur, pense Dautin. Quand tu chantes seul, tu joues d'abord ton personnage. Là, il m'était demandé de me mettre dans la peau de quelqu'un d'autre. C'est une situation que j'avais envie de vivre depuis longtemps. L'occasion a fait le larron. » Heureux de l'expérience ? Heureux du résultat ? — « Oui, heureux. Et pour plusieurs raisons. La première : j'ai eu l'impression enfin de sortir du ghetto de la marginalité, de travailler pour un spectacle et un public populaires, pas seulement pour me faire plaisir. La deuxième : j'ai appris les vertus du travail de groupe et de la discipline. Quand je chante, dans mes récitals, c'est plutôt l'improvisation permanente. Dans la mesure où je ne peux pas descendre dans la salle pour me regarder sur scène, je me fie aux réactions du public qui devient ainsi mon metteur en scène. Mais il est très indulgent... Alors que l'œil d'Hossein est impitoyable ! »

Fourbu mais content, Dautin persiste et signe : « Cinq cents heures de travail en deux mois. Des gammes, des gammes, toujours des gammes. J'avoue que j'en ai rasle-bol. Mais je crois que je n'ai jamais aussi bien compris que pendant ces répétitions des « Misérables » que faire le saltimbanque c'est vraiment un métier. J'ai aussi compris dans ma chair ce que veut dire Jean-Louis Barrault quand il définit l'artiste comme un « athlète affectif ». Hossein m'a permis de mettre une autre corde à mon arc, j'en suis parfaitement conscient. Il m'a aussi permis de voir naître une comédie musicale de l'intérieur, en spectateur privilégié ; ce qui peut peut-être me servir un jour... Pour toutes ces raisons je suis prêt à récidiver à la moindre excellente occasion. »

Du jamais fait en France

Maurice Barrier aussi : « Je suis tout disposé à recommencer parce que je viens de découvrir une nouvelle discipline et que je me sens bien dedans. Dans ce genre de spectacle les gestes et les déplacements ne sont pas les mêmes que dans le théâtre. Il m'a fallu apprendre à les produire en rapport direct non seulement avec l'histoire qui est racontée mais aussi avec l'espace et la musique. En fait, il nous a fallu nous former tous au fur et à mesure des répétitions. Nous, les comédiens et les chanteurs ; et même Robert Hossein, qui n'avait jamais mis en scène de spectacle de ce genre auparavant. C'est ce qui a été le plus excitant et le plus enrichissant pour moi. » Barrier devient pensif : « Je crois même que ce qui s'est passé autour des « Misérables » est important pour toute la profession. Aux Etats-Unis, dans les pays anglo-saxons, dans les pays de l'Est, il existe des écoles artistiques polyvalentes où l'on apprend tout en même temps, le chant, la comédie et la danse. Rien de tel en France, hélas ! Mais « les Misérables » auront prouvé qu'on pouvait dépasser ce handicap, se former sur le tas et donner de l'élan à un genre artistique jusqu'à maintenant peu exploré chez nous ».

Yvan Dautin partage ce sentiment : « Si « les Misérables » réussissent à être un succès artistique et public, malgré notre absence de formation professionnelle, malgré l'absence de salles adéquates et de subventions, la preuve aura été faite qu'il y a bien une place pour la comédie musicale en France. Et qu'il faudrait s'en occuper vite et efficacement. » Avis aux pouvoirs publics !

Tout se passe comme si Robert Hossein était en train de transformer Paris en Broadway-sur-Seine. Quel ressort le fait donc tendre vers un tel pari ? Un jour Juliette Drouet écrivit à Victor Hugo : « Toi tu travailles pour la gloire, moi pour le bonheur. » La force d'Hossein c'est qu'il est tout à fait capable, lui, de travailler pour les deux à la fois. Bougre de bonhomme ! ●

(1) Jusqu'au 14 décembre 1980

(2) « Les Misérables » chantés par Adamo, Michel Delpech, Yvan Dautin, Michel Sardou, Jean Vallée, etc. (Album TREMA 310 086, distribution R.C.A.).

Un cinéma suicidaire ou suicidé ?

Pauvre cinéma japonais ! Déjà un peu difficile d'accès aux Occidentaux, il est distribué en dépit du bon sens

PAR SERGE RICHARD

C'EST un grand événement cinématographique que nous promet la semaine à venir à Paris : la sortie sur les écrans de «Kagemusha» (« l'Ombre du samouraï ») du Japonais Akira Kurosawa. S'il fallait accorder la moindre considération au résultat des magouilles diplomatico-commerciales d'un festival comme celui de Cannes, on se réjouirait d'y avoir vu couronner une telle œuvre.

Pauvre cinéma japonais, il mérite mieux que la distribution qu'on fait de lui en France ! Certes, de temps à autre, une production marginale — actuellement : « Baby Cart, l'enfant massacre » de Kenji Misumi — parvient à se glisser dans les programmations. Ou bien c'est une salle courageuse qui — tel le Saint-Ambroise, en ce moment — diffuse un festival de « classiques ».

L'intention demeure excellente. Hélas, tout est gâché à la fois par le retard avec lequel les « nouveaux » films nous parviennent, et par l'invraisemblable désordre avec lequel les anciens sont programmés. Concernant un cinéma déjà un peu difficile d'accès aux Occidentaux, ce double handicap n'arrange rien.

Primo, le retard : certes il n'y a guère, par exemple, qu'est arrivé « le Goût du saké », actuellement projeté sur les écrans français. Pourquoi ce film a-t-il mis seize ans à faire le voyage et à vraiment révéler ici un auteur important, Yasujiro Ozu,

(suite en page 14)



« Kagemusha ».



(suite de la page 13)

mort en 1963 et dont les premières œuvres remontent à 1929 ?

A ce titre, on peut craindre le pire s'agissant de ceux qui font le cinéma d'aujourd'hui au Japon. De ceux-là, nous n'en connaissons guère que deux ou trois, d'ailleurs de très haut niveau, comme Nagisa Oshima (« la Cérémonie », « l'Empire des sens »). Ou comme Shuji Terayama, ce Godard nippon auteur de « Jetons les livres et sortons dans la rue » (voir le nº 42 de « l'Unité ») et de « Cache-cache pastoral »...

Particulièrement frustrant

Or, ces cinéastes contemporains se comptent une trentaine pas moins, dans la biofilmographie pourtant sélective établie pour le dernier numéro spécial de la revue trimestrielle « Cinéma d'aujourd'hui » : « Le cinéma japonais du présent » (1). Une équipe franco-japonaise, au lieu de consacrer paresseusement son travail aux grands classiques, a mis quelque courage à le centrer sur tout ce qui a pu surgir depuis 1959. Intérêt s'ajoutant à la richesse de l'étude dans tous ses aspects : esthétique, mythologies, données économiques, reflets d'une société, film et politique...Le résultat impressionne : rarement revue est allée aussi profond dans l'analyse d'un cinéma national.

Secundo : le désordre des programmations. Les auteurs sens dessus-dessous, les époques en pleine pagaille. Allez donc essayer de percevoir une époque ou de « suivre » l'œuvre d'un cinéaste quand on vous projette pêle-mêle la vieille « Ile nue » et le presque récent « Dersou Ouzala ».

Cela devient particulièrement frustrant quand on voudrait tant « compléter » la réédition actuelle, ici et là, d'un monument de la taille de « la Rue de la honte » le dernier film tourné, avant sa mort, par Kenji Mizogushi. On aimerait voir cette œuvre qui se penche sur la vie des prostituées d'une maison close de Tokyo s'accompagner des nombreuses autres réalisations que font palpiter (« O'Haru », « les Sœurs de Gion », etc.), jusque dans leurs contradictions, les mêmes préoccupations humanistes du cinéaste : l'attention tendre et fraternelle que Mizogushi porte à la femme, en même temps que les irremplaçables valeurs vitales que le désir inculque à l'homme, pour peu que l'argent ne vienne pas tout polluer... De même, on souhaiterait pourvoir comparer immédiatement « la Rue de la honte » à d'autres productions de l'auteur afin d'y rechercher ce style coulé (en plans-séquences) et dont, pourtant, la violence n'a d'équivalent que dans le chef-d'œuvre de Mizogushi, « l'Intendant Sansho ».

Bien sûr, il convient d'abord de ne pas se laisser piéger par l'intrigue mélo où l'auteur de « la Rue de la honte » enveloppait ses films. De la même façon, on se gardera d'aller voir la dernière réalisation de Kurosawa (2), « Kagemusha », comme un simple film de samouraïs, agrémenté par les énormes moyens réunis pour cette superproduction : le décalage serait aussi éprouvant qu'entre « les Sept Samouraïs », — du même auteur bientôt réédité — et sa copie américaine, « les Sept Mercenaires ».

L'histoire de « Kagemusha », certes, relève du récit d'aventures : sosie, choisi par un très puissant seigneur du XVIe siècle pour être son « double » trompeur en cas de danger, Kagemusha se retrouve, après la mort de son maître, à devoir assumer totalement son rôle. L'ex-petit voleur, devenu une sorte de roi, aura à mener fonctions officielles et guerres — jusqu'au jour où...

Au-delà de l'intrigue, presque tout pourrait tenir dans les plans ultimes : après un long et fascinant tableau d'après bataille, on voit Kagemusha, tué « à la place d'un autre », agoniser dans la rivière à côté d'un étendard où était inscrit le destin de son clan... Une « esthétique de la mort » dont Kurosawa avoue être hanté, parce qu'il croit que, à peine achevé le grand apprentissage de l'être humain, il faut, sans délai, apprendre à mourir (on se souvient du gratte-papier sublime, condamné par sa maladie, de « Vivre »).

Comment ne pas lire entre les lignes et entre les images le désir éperdu de Kurosawa d'atteindre ici la perfection d'une œuvre qui « revient de loin » ? Elle n'a pu, en effet, se poursuivre que grâce à des appuis extérieurs (soviétiques pour « Dersou Ouzala », son précédent film, américains pour celui-ci). Sinon, peut-être aurait triomphé à nouveau cette tentation du suicide qui, déjà il y a neuf ans, avait amené Kurosawa à s'ouvrir les veines...

Plus encore que les qualités de la mise en images, éblouissante même quand elle nous prend à contre-pied — rupture de construction, expressionnisme des acteurs —, c'est cette hantise angoissée qui fait vibrer « Kagemusha ». Et le thème du « double », d'ailleurs dans la mesure où l'« alter ego » perpétue un individu, que signifie-t-il d'autre qu'une quête de l'immortalité, une tentative désespérée de conjurer sa mort par le plus audacieux des simulacres ? ●

(1) « Cinéma d'aujourd'hui », 38 rue Chanzy 75011 (Filméditions-Lherminier), numéro dirigé par Max Tessier. Lire aussi « Structures du cinéma japonais », dans le nº 351 de « la Revue du cinéma » (Ufoleis).

(2) Jusqu'au 12 octobre, hommage de la cinémathèque française à Kurosawa : à l'Espace Cardin, une exposition des maquettes réalisées par le cinéaste pour « Kagemusha ».

cinéma

SEPTEMBRE * Nº 261
SPECIAL
LE MONDE OUVRIER A L'ECRAN
*
Et puis également :
LE CINEMA TURC
LE CINEMA GREC
LE CINEMA ESPAGNOL
LE CINEMA DES NOIRS AMERICAINS
FREDI M. MURER
*
Et l'actualité de la rentrée
*
En vente partout et
6, rue Ordener Paris 18e

livres

Deux romans de femmes à lire absolument : "Lumière de l'œil" de Paula Jacques et "Une Femme fragile" de France Nespo . Toutes deux, dans des registres très différents, évoquent leur enfance et leur mère

Lumineuse enfance

PAR NICOLE CHAILLOT

« Lumière de l'œil » de Paula Jacques, Mercure de France.

QUEL joli premier roman ! Frais comme la menthe, doux comme le miel, fondant comme un loukoum, agaçant comme un citron vert, poignant comme le parfum du jasmin au crépuscule, cruel comme l'enfance...

Mona, née au Caire en 1948, raconte son enfance, protégée et âpre à la fois, de petite bourgeoise juive. Cette Mona drôle, bonne, gaie, lucide et méchante ressemble comme une sœur à Paula Jacques. Pour un premier roman — quand on a déjà beaucoup écrit sur les autres, Paula Jacques est journaliste — que peut-on faire d'autre que de se raconter, et que ne cesse-t-on de raconter, sur tous les tons, toute sa vie durant, sinon son enfance ? Mais toutes les enfances ne sont pas exceptionnelles ou passionnantes, toutes ne sont pas racontables. Celle de Paula-Mona l'est. Et pas seulement par « l'exotisme » de son lieu de naissance.

Les premières années de Paula-Mona se sont déroulées dans une Egypte de fin d'un monde. Le pays mythique qui la hante ce n'est pas encore celui de Nasser, ce n'est plus celui du « Quatuor d'Alexandrie » bien qu'il y ait déjà beaucoup de Judith dans cette petite Mona-là.

A travers la vie quotidienne tragique, grotesque ou franchement comique d'une riche famille de bourgeois juifs, Paula Jacques raconte aussi les soubresauts de l'Histoire, la chute de Farouk et la naissance de la République arabe unie.

« On s'entendait bien avec les Arabes. Ils préféraient nos maisons européennes à celles des riches musulmans qui les battaient, les insultaient. Nous, on les traitait bien. En complices inférieurs, en amis de toujours, en frères de connivence. C'était l'amour au paradis, les années du jardin. » Avec une désinvolte condescendance, la belle Rébecca, mère de Mona, exprime en quelques mots pourquoi ces bourgeois cultivés, héritiers d'un art de vivre millénaire n'ont rien compris à ce qui se passait sur la terre où ils étaient pourtant nés. Quand « le pain blanc fut mangé et que le gong du malheur sonna » ils n'eurent plus qu'à plier bagages. Jusqu'alors la situation politique n'avait été pour ces Juifs malicieux que prétexte à jeux de mots (« Quelle est la différence entre un militaire et un poireau ? Le poireau est cultivé ») ou à nonchalantes palabres à l'heure de la sieste.

Deux figures trônent, omniprésentes, au-dessus d'un carrousel de personnages dans ce roman foisonnant : une mère très aimée, et très jalousée, un père adoré, Jacques, qui ne survivra pas à l'effondrement de son univers.

Apprentissage de la tendresse

Il y a aussi celui qui aurait pu être le « méchant » dans ce vert paradis des amours enfantines. Car Paula-Mona à l'âge où dit-on on joue encore à la poupée (mon œil !) va connaître l'amour en la personne d'un vilain monsieur accosteur de petites filles à la sortie des lycées. Ce qui aurait pu être une bien sordide aventure, un peu sale et pas très glorieuse, devient par la grâce de la tendresse un merveilleux apprentissage. « Durant les six mois de leurs rencontres, Mona travailla mieux, se battit moins, cessa de collectionner les cicatrices et de s'évanouir à plaisir. Elle ne vola plus dans les magasins. Se sentir tendrement aimée, même par un vieil original, la fit s'arrondir. Spectaculairement. »

Et puis surtout il y a des quantités de femmes, toutes plus ou moins sorcières bénéfiques ou néfastes. Des monstresses à odeur de vanille, des assassines, des douces, des tendres. Toutes violentes ! La passion, l'intérêt, la compassion que Paula-Mona éprouve pour elles éclatent à toutes les pages : les Juives, non voilées, mais créatures de second ordre ou les Arabes comme sa bien-aimée Sayeda, sa seconde mère, toutes humiliées et offensées.

La petite fille curieuse, avide de tout connaître tout de suite, n'oubliera jamais le sort réservé à celles qui sont soupçonnées



Raf Vallone dans « Retour à Marseille ».



Paula Jacques.

d'avoir perdu leur seul trésor : leur virginité. Dans une scène terrible, elle raconte la « visite » que commet sur elle la sage-femme, Soraya-la-Rouge, sur l'ordre de son intransigeante mère. Elle n'oubliera pas non plus le sacrifice fait au dieu d'Abraham par Bahia, sa tante nouvelle accouchée d'une fille et qui préfère la tuer plutôt que d'affronter la colère de son seigneur et maître.

Bolissa, Farida, Rebecca, Sayeda, tous ces doux noms de créatures sacrifiées et piétinées en dépit de leur courage, de leur bonté, de leur travail, toutes ces femmes niées ont fait de Mona-Paula une militante féministe. Toutes ces « lumière de l'œil » — nom d'amour que son père éperdu donnait à sa mère — ne l'étaient que tant qu'elles étaient belles ou engendraient des mâles... sinon.

D'une écriture nerveuse, elliptique et lyrique à la fois, à la manière d'une mélopée d'Oum Kalsoum, savante et désinvolte, ce premier roman se lit comme on rêve. Vite la suite. « Oh Shéhérazade, ma sœur, conte nous... » ●

Ténébreuse enfance

PAR MICHELLE COQUILLAT

« Une femme fragile » de France Nespo, Le Seuil.

DE quoi pourrait-il bien être question dans l'histoire d'une femme ? De sa passivité ? De son conditionnement ? Certes. De plus en plus souvent de sa libération.

D'abord, il y a les mensonges de l'éducation, les ordres, les modèles que l'on inculque, les « belles images » qui peuplent peu à peu l'inconscient : c'est l'enfance. Et puis une vie toute façonnée, avec ses moments de fragilité ou de faiblesse, précisément lorsque l'être, contre soi, se rebelle, lutte pour échapper au conditionnement. Parfois la femme se libère. Soit parce qu'elle accomplit un acte violent qui, la sortant de sa passivité de toujours, la fait active, enfin. Soit parce qu'un événement déclenche le processus de sa prise de conscience : c'est le cas de Térésa, l'héroïne de France Nespo.

Une femme fragile, nous dit-on. Oui, une femme souffrante. Accrochée à son mari, Jasmin. Pleine d'étranges réactions contradictoires. Mère maternelle. Capable aussi, par colère, de jeter son enfant par terre. Puis, pantelante devant sa propre réaction, angoissée de s'ignorer, de ne pas savoir d'où vient son caractère. Inconstante. Mélangeant les jours et les rendez-vous. Bref, répondant au portrait de la femme « féminine ».

Peu à peu cependant, une obsession en elle se précise : celle de la mère. Avec ses temps forts : la mort de la mère, son enterrement, l'horrible monde des adultes occupés à rendre la douleur consommable, supportable, avec son organisation sociale et son conformisme ; le portrait de la mère, rigide et définitif, suivant les enfants de son œil éteint et les dominant de son image. Ce que Térésa est, ce qu'elle ignore d'elle-même, semblent liés, minute par minute, à son souvenir ténu que le moindre acte ramène. Ce qui lui déplaît en elle, ce qui heurte son mari, elle en rend responsable la mort traumatisante de la mère, l'enfance, la tragédie qui l'entoura : ne faut-il pas, tout de même, trouver quelque logique à son comportement ? N'est-il pas pratique enfin, « dès qu'on vous met en question », de faire référence à un vide, une privation, un traumatisme liés à la mère ? Une erreur de la mère ? « Encore cette foutue Bulla », s'exclame alors le mari exaspéré. Et nous voilà en plein dans la tentation de la gynophobie. Or, brusquement, France Nespo fait marche arrière. Elle sort du sentier battu de l'immaturité féminine, de la mère coupable, de cette panacée qu'on nous sert chaque jour pour justifier nos errances, nos faiblesses. La mère n'est coupable ici que d'avoir été une image précisément parce qu'elle mourut jeune. Une image maternelle, un archétype, une perfection, un absolu à atteindre. Une mère absente mais omniprésente par le poids de son existence schématique.

Térésa, jusque-là prise entre l'amour de la mère et la haine de la mère, incapable de démêler le faux de cette image idéale et le vrai de son souvenir d'enfant qui la lui fait pressentir différente, et vivante, et peut-être folle, comprend brusquement qu'à vouloir l'enfermer dans un mythe glacé de perfection puritaine, on a fait de la mère un être inatteignable, un vivant remord. Si c'est ça la maternité, cette sainteté altruiste et passablement ennuyeuse, alors, jamais elle ne sera une bonne mère, une vraie mère : sentiment insoutenable et qui l'accable. Mais la mère ne fut pas « une belle image », elle fut active, violente, humaine empêchée d'être, encagée, impuissante. Sa vie même fut dissolue, presque meurtrière : ne tenta-t-elle pas, un jour, d'assassiner ses enfants ? Voilà ce que peu à peu Térésa découvre.

A l'heure où l'on se penche sur le mythe de la mère, ce livre arrive bien, qui décrit la libération de la femme, cessant de se vouloir mère idéale comme un voyage initiatique. « J'ai pu enfin, s'écrie Térésa glorieuse d'elle-même, franchir, seule, cette épaisseur d'obscurité. » Car, débarrassée de ses justifications faciles, consciente de la « réalité » de sa mère, elle peut se sentir prête à s'assumer totalement. Responsable d'elle-même, elle rêve désormais de « fabuleuses réussites ».

Littérature de l'errance et de la quête, le roman de France Nespo s'engage alors, milite, réclame pour la femme le droit à être, mais à être dans sa vérité propre. Produit d'un monde, certes, tributaire de la mère, dans une certaine mesure, liée à elle par le tissu serré de ses souvenirs et de son enfance, mais libre, lorsqu'elle est mère, de ne pas s'obliger à coller, inutilement, à une image littéraire, et à en mourir ; comme Bulla, la mère folle et martyr qui cache pour jamais sa violence sous un sourire photographique. Une vision qui se veut désuète, enfin, de la maternité. ●



France Nespo.

Pavane pour une ville

En trente ans une ville se métamorphose et ceux qui l'ont quittée enfant ne la reconnaissent plus

PAR GILBERT SANS

LES personnages qui se meuvent et s'émeuvent dans ce film sont ceux — traditionnels — du petit peuple de Marseille ; authentiqement populaires. « Retour à Marseille » ne participe pourtant nullement d'un folklore éculé.

René Allio, la réalisateur, fête son retour dans sa ville. Avec une histoire triste. Ancien homme de théâtre passé au cinéma il est l'auteur des « Camisards », de « Moi, Pierre Rivière... » et surtout de « la Vieille Dame indigne » — son premier film, le plus réussi, le plus brechtien. Près de Marseille, René Allio anime aujourd'hui le Centre méditerranéen de création cinématographique, qui veut briser avec le monopole économique et idéologique parisien régnant sur le cinéma dit français.

D'abord lent et démonstratif, le propos s'anime soudain pour aboutir à ce qui pourrait être ailleurs un vrai film policier. Un film policier qui ne porte en lui qu'un banal fait divers : la mort d'un jeune délinquant — presque un gosse — abattu par un policier peut-être membre d'une brigade anti-gang... L'histoire : affaires faites, la cinquantaine bedonnante, tonton Michel (un Raf Vallone peu convaincant) revient d'Italie pour l'enterrement d'une vieille tante. Voilà longtemps que cette famille type des faubourgs marseillais ne s'était pas retrouvée ensemble autour de la table de la salle à manger. Les temps changent. Les nouvelles mœurs, le conflit des générations bouffent le passé. Le béton bouffe le paysage. Marseille est-elle encore Marseille ?

Un scénario méticuleux et bien léché où chaque séquence a sa place, où chaque plan est justifié. C'est d'abord ça le cinéma, une maîtrise totale et pointilleuse du récit, d'où sont chassés le hasard et l'à-peu-près. A Marseille aussi, sous le poids des événements, la famille hésite, tremble, vacille. Quand la vieille société craque : les individus se transforment, momentanément, en marionnettes qu'un prestidigitateur invisible agite inlassablement. Le film d'Allio est d'une profonde richesse dialectique. Une valeur ou un fait sont toujours présentés en confrontation avec une autre valeur, un autre fait. Subtile différence d'avec le cinéma américain dont il conserve pourtant les qualités propres à l'action cinématographique.

Quelques réserves d'usage : on regrette une certaine neutralité, fixité, de l'interprétation (hormis Andréa Ferréol et le grand-père : génial !). Marseille n'a nullement à rougir de ce « retour ». De tels faits divers se déroulent aussi bien à Copenhague ou à Paris. Il n'y a pas que des flics et des gangsters à Marseille, et tous les Marseillais le savent bien. Il y a aussi de vieux grands-pères qui se souviennent de 36 et de la guerre d'Espagne.

Bien plus qu'un film « régional » ou « régionaliste » — ce qu'il n'est pas — « Retour à Marseille » parle d'abord de la ville, du béton, du goudron, du ruban sans fin des autoroutes urbaines, et de la mort de notre passé : un regard parmi d'autres possibles.

Juste chronique sur la violence sociale et la mémoire populaire, le dernier film d'Allio répond précisément à nos actuelles interrogations ; dans le plaisir partagé de très belles images. ●

Le grignotage du Sénat continue

Le Parti socialiste devrait logiquement tirer les bénéfices de ses gains dans les conseils généraux et municipaux

PAR EMMANUELE PLAS

TOUS les trois ans, avec l'automne, reviennent les élections sénatoriales. Cette fois, on votera de l'Ain à l'Indre (par ordre alphabétique) sauf dans l'Essonne, les Hauts-de-Seine et y compris dans le territoire de Belfort. Un scrutin qui ne passionne pas les foules, c'est le moins qu'on puisse dire.

Car le 28 septembre ce ne sont que 41 720 grands électeurs qui désigneront 98 sénateurs. En effet la série A du Sénat (100 sièges mais 2 ont déjà été pourvus : ceux des représentants des Français à l'étranger) comprend 95 sièges dans 38 départements de la France métropolitaine et 3 sièges de départements d'Outre-Mer (Guyane, Polynésie, Wallis et Futuna).

Les grands électeurs qui sont les conseillers généraux et les représentants des conseils municipaux forment un collège dont la composition a bien changé depuis les élections municipales de 1977 et les élections cantonales de 1979. Au profit de la gauche. En septembre 1977, déjà, dans la foulée des élections municipales, P.s., P.c. et M.r.g. avaient commencé à grignoter la majorité de droite de la haute assemblée. La droite ne comptait plus qu'une quarantaine de voix d'avance au Palais du Luxembourg. Avec ses 60 sénateurs le P.s. en devenait le premier groupe.

Plus de militants moins de « notables »

Sans risque de se tromper, on peut affirmer qu'après le 28 septembre la majorité gouvernementale devrait encore se réduire. Le groupe socialiste avec 5 au minimum mais plutôt — selon la plupart des observateurs — 10 sièges de plus deviendrait de loin le groupe le plus nombreux du Sénat. Et c'est bien là l'intérêt le plus évident du prochain scrutin : le Parti socialiste recueillera le fruit de ses succès des derniers scrutins locaux. A noter aussi que 22 de ses 60 sièges sont renouvelables — contre un seul sur 23 pour le Parti communiste.

Aussi « les sénatoriales » ont-elles été ces derniers mois un des points importants à l'ordre du jour pour les fédérations socialistes. D'autant que les candidats ont été désignés par les militants. Avec la volonté de renouveler les élus de la deuxième assemblée : plus de militants moins de « notables ». La moyenne d'âge des candidats du P.s. est de 50 ans (actuellement la moyenne d'âge des sénateurs est de 61 ans). Plusieurs candidats socialistes — qui ont de bonnes chances d'être élus — ont tout juste dépassé la limite d'âge (35 ans) pour entrer au Palais du Luxembourg. C'est le cas par exemple de Roland Courteau, instituteur et adjoint au maire de Saleles-d'Aude, de Michel Rondaud 37 ans, ouvrier P1 et conseiller général de Sochaux-Grand-Charmont (Doubs) et de Louis Huguet (38 ans), éducateur et conseiller général de Gannat (Allier).

Les instances dirigeantes du Parti socialiste ont montré tout l'intérêt qu'elles attachaient à ces élections : Gérard Delfau, secrétaire national à la Formation, est candidat dans l'Hérault. Trois députés ont également été désignés par les militants pour passer du Palais-Bourbon au Luxembourg : Michel Manet, de la Dordogne, Maurice Brugnon, de l'Aisne, et Philippe Madrelle, de la Gironde.

Il subsiste cependant une ombre au tableau de la désignation militante des candidats au Sénat : les femmes. Il y avait 25 candidates à la candidature (« De très bonnes candidates qui avaient autant de titres et de qualités que les candidats masculins », souligne Véronique Neiertz, secrétaire nationale aux Luttes des femmes). Trois seulement ont été désignées par les militants : Irma Rapuzzi (sénateur sortant et tête de liste dans les Bouches-du-Rhône), Jocelyne Petit (Eure-et-Loir) et Marie-Jacqueline Desouches (Finistère).

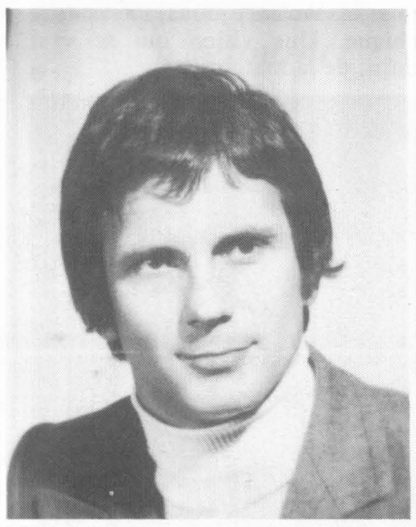
Au hit parade des pronostics favorables pour les socialistes, la Haute-Garonne fait figure de numéro un. Avec déjà six élus socialistes pour les six sièges législatifs, le département serait en passe d'être représenté par quatre socialistes au Palais du Luxembourg : André Méric, premier vice président du Sénat et Léon Eeckhoutte, président du conseil général, sont sénateurs sortants. Jean Peyrafitte, maire et conseiller général du Luchon, a de bonnes chances d'être élu. Le quatrième siège pourrait peut-être revenir à Gérard Roujas qui avait été élu conseiller général de Carbone contre le milliardaire communiste Jean-Baptiste Doumenc. Même si face au candidat socialiste l'adversaire reste de taille puisqu'il s'agit du secrétaire d'Etat Cavaillé.

Dans le Gard l'élection de Edgard Tailhades, sénateur sortant, est acquise. Un autre siège sur les trois semble à portée de main des socialistes et peut-être le 3e. A moins que le candidat R.p.r. ne lui barre la route. Dans le territoire de Belfort l'unique siège détenu par le R.p.r. reviendra à Michel Dreyfus-Schmidt. Dès le premier tour pensent les observateurs.

Dans l'Hérault, deux sénateurs sortants sur trois étaient socialistes, ils ne se représentent pas et seront vraisemblablement remplacé par Jules Faigt, maire adjoint de Béziers et par Marcel Vidal, maire et conseiller général de Clermont-l'Hérault. Si Gérard Delfau est élu, le département sera représenté au Sénat par 3 socialistes.

Dans les Bouches-du-Rhône où sept sièges au lieu de cinq sont à pourvoir, il y avait trois sortants socialistes qui retrouveront leur siège. Un quatrième sera sûrement gagné. Peut-être un cinquième. En Gironde les socialistes devraient gagner deux sièges sur cinq.

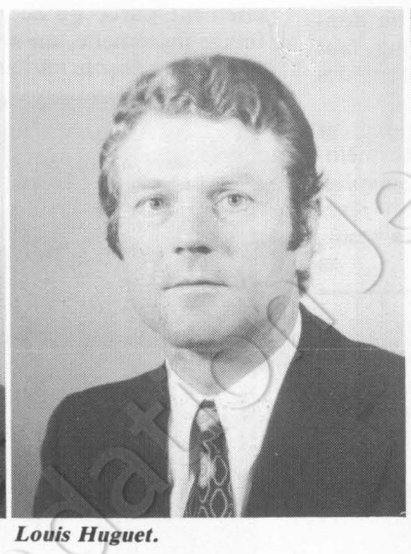
Dans l'Aisne où les socialistes ne sont pas représentés au Sénat, la personnalité de Maurice Brugnon peut faire gagner un siège.



Gérard Roujas.



Michel Rondaud.



Louis Huguet.



Roland Courteau.

La seule politique de rechange

Le Parti socialiste devrait donc logiquement tirer les bénéfices de ses gains dans les conseils généraux et municipaux. La gauche globalement progresse : les pronostics créditent le P.c. de 2 ou 3 sièges et le M.r.g. de 1 ou 2. Dans les Côtes-du-Nord, la Charente-Maritime la gauche devrait rafler tous les sièges. Si la discipline républicaine est respectée. Or l'atmosphère n'est pas au beau fixe entre socialistes et communistes pour ce scrutin. Le P.c. a exigé une liste commune dès le premier tour dans les Côtes-du-Nord en menaçant de faire battre les candidats socialistes dans d'autres départements. La fédération des Côtes-du-Nord a refusé de céder à ce chantage. Le bureau exécutif du parti, unanime, l'a soutenu. Pour les militants des Côtes-du-Nord il s'agit d'une manœuvre du P.c. Ils estiment, en effet, que s'il y a une liste d'union au premier tour et que sur les trois candidats de la gauche, le P.c. est battu — parce que dans le climat actuel toutes les voix socialistes ne se reporteraient pas sur son nom — le P.c. tiendrait là le prétexte pour faire battre partout les candidats socialistes. On rappelle, d'ailleurs, au Parti socialiste, que les communistes n'ont pas hésité, en 1974, à faire voter pour la droite, afin de battre un candidat socialiste, dans l'Isère.

Les socialistes estiment, en outre que en dehors des partis de gauche certains grands électeurs devraient être sensibles au fait que la seule politique de rechange est celle du Parti socialiste. Particulièrement en ce qui concerne les collectivités locales et dans le sens d'une plus large autonomie. Les socialistes ne doutent pas non plus que les atteintes aux services publics constituent, même en dehors de la gauche, une préoccupation pour les élus locaux.

Au demeurant le renouvellement d'un tiers du Sénat changera-t-il quelque chose à la politique de la majorité gouvernementale ? S'il est vrai que la gauche ne sortira pas majoritaire des élections du 28 septembre, elle devrait attirer à elle pour certains votes à venir devant le Sénat (notamment sur la loi Peyrefitte et pourquoi pas sur le budget ?) des voix qui constitueraient une majorité antigouvernementale de fait.

Alors même si le renouvellement de la haute assemblée se fait au pas de sénateur il n'en reflète pas moins la volonté de changement du pays. ●

Le Club des droits socialistes de l'homme appelle les militants socialistes à se joindre à lui, le jeudi 2 octobre de 12 heures à 13 heures, à l'occasion du deuxième anniversaire de solidarité avec les mères de la Place-de-Mai devant l'ambassade d'Argentine (angle avenue Kléber, rue Cimarosa).

D'autre part, un hommage aux mères de la Place-de-Mai et aux victimes des dictatures latino-américaines se déroulera le vendredi 10 octobre à 20 heures au Palais des Congrès avec la participation de Miguel Angel Estrella, Julien Clerc, Maxime Le Forestier, Alain Souchon, Georges Moustaki, Marie-Paule Belle...

Réservation au Palais des Congrès à partir du 29 septembre de 14 à 19 h. Prix des places : 50 F.

Propositions concernant les candidatures féminines dans les consultations électorales

AU Comité directeur de juin dernier, nous avons touché du doigt l'incapacité dans laquelle nous nous trouvions de faire élire des femmes aux sénatoriales. Ce constat d'impuissance, nous le faisons régulièrement, à chaque scrutin, a postériori. Pour rompre avec cette habitude à laquelle certains et certaines d'entre nous ne se résignent pas, je propose qu'à partir des principes suivants :

— faire respecter le quota ;

— faire connaître les dispositions prises longtemps avant le processus de désignation des candidats ;

— respecter le suffrage universel ;

il soit appliqué une règle simple qui vaille aussi bien pour les scrutins de liste que pour les scrutins majoritaires : que le quota s'applique à toutes élections dans lesquelles se trouvent au moins quatre camarades à choisir, donc à tout département dans lequel se trouvent au moins quatre sièges électoraux à pourvoir, au prorata du nombre de circonscriptions.

DANS LES SCRUTINS MAJORITAIRES

1) Que les cantons et circonscriptions réservés à des femmes soient choisis préalablement à l'appel des candidatures par décision des C.e.f., en liaison avec les secrétaires nationaux concernés qui devront veiller à ce que le quota soit respecté.

2) Les circonscriptions réservées le sont, sur proposition de la C.e.f., à l'occasion d'une Convention fédérale, au moins six mois avant la date officielle prévue pour la consultation. En cas de non-respect de la règle et du quota par la fédération, le Comité directeur est amené à trancher.

3) Les circonscriptions réservées doivent comporter autant de circonscriptions ayant donné à la consultation précédente un pourcentage supérieur à la moyenne départementale que de circonscriptions ayant donné un pourcentage inférieur. Si le nombre de circonscriptions réservées est impair, l'avantage sera donné aux circonscriptions ayant eu une moyenne supérieure.

4) La désignation d'une ou plusieurs circonscriptions réservées ne veut pas dire que des femmes ne peuvent pas être candidates dans d'autres circonscriptions.

5) Dans les départements qui ont moins de quatre circonscriptions, si le total des sièges de députés et de sénateurs est égal ou supérieur à quatre, l'un de ces sièges devra être réservé à une femme.

DANS LES SCRUTINS DE LISTE

Il est maintenu un collège électoral unique, mais les militants voteront deux fois : une première fois pour désigner autant de candidates que l'exige le quota, une seconde fois pour désigner le reste des candidats.

Le système proposé s'applique aux premières élections qui auront lieu en 1981.

En conséquence ces dispositions seront à intégrer au réglement intérieur par le congrès extraordinaire ou une convention nationale, et feront l'objet d'une modification statutaire lors du prochain congrès ordinaire.

Propositions votées à l'unanimité du Comité directeur moins deux voix contre.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325